

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2306 - MARDI 12 MAI 2015

CENTRAFRIQUE

Le Forum de Bangui trace le chemin du retour définitif de la paix

Le Forum de Bangui pour la paix et la réconciliation en Centrafrique, ouvert le 4 mai, s'est clôturé hier par une série de recommandations, notamment la demande d'une rallonge de la transition. Unis tous pour le destin de leur pays, les participants qui entendent désormais fumer le calumet de la paix ont décidé de faire taire les armes par la mise en place d'un Programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des groupes armés. De même, ils ont convenu de la création de la commission vérité, justice et réconciliation pour une sortie définitive de la crise. « Les Centrafricains et les Centrafricaines ont été mis au chevet de leur propre pays pour un exercice démocratique modèle », a déclaré à la clôture le chef de la mission onusienne dans ce pays, le général Babacar Gaye, qui a appelé la communauté internationale à se mobiliser autour de la Centrafrique pour l'accompagner sur le chemin de la paix.

Page 8



Sassou N'Gesso et Samba Panza (au premier plan) à l'ouverture du Forum, le 4 mai/Photo DR

FESPAM

Mbé donne le ton des préparatifs de la 10^e édition



Le ministre de la Culture lançant l'édition

La cité royale de Mbé, dans le département du Pool, à 150 km au nord de Brazzaville, a accueilli la cérémonie de lancement de la présélection des artistes nationaux attendus à la 10^e édition du Festival panafricain de musique (Fespam) qui se déroulera en juillet dans la capitale congolaise.

Le choix porté sur Mbé, qui signifie, en langue téké, village de rassemblement ou carrefour de toute la civilisation, tient compte du thème de la 10^e

édition à savoir : « La dynamique des musiques africaines dans la diversité des expressions culturelles ». À l'occasion du lancement auquel ont pris part différentes personnalités politiques, intellectuelles et culturelles dont sa majesté le roi Auguste Nguembo, la représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, a lancé un vibrant appel aux États africains ainsi qu'aux mécènes à contribuer financièrement pour le Fespam. Page 10

COMMERCE INTERNATIONAL

Le patron de l'OMC évoque les grands enjeux pour l'Afrique

L'année 2015 présente des rendez-vous importants, susceptibles d'aider le continent africain à améliorer sa participation au système commercial mondial, selon le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Roberto Azevêdo. Dans la perspective de la réunion ministérielle de l'OMC prévue au mois de décembre à Nairobi, au Kenya, il faudrait tout mettre en œuvre pour stimuler la ratification de l'accord de Bali sur la facilitation des échanges et la conclusion du cycle de Doha dédié au développement. « L'Afrique a tout à gagner de l'aboutissement de ce cycle, parce que des avantages économiques directs sont en jeu ; puis l'agriculture, une priorité africaine, est l'une des grandes questions sur la table des négociations », a-t-il souligné au cours d'un échange avec des journalistes africains francophones. Page 8



Roberto Azevêdo, DG de l'OMC

ENTREPRENEURIAT

Un mécanisme en vue pour accompagner des PME

Page 3

ÉDITORIAL

Spéculations

Page 2

ÉDITORIAL

Spéculations

Dès lors que l'on réfléchit à la réforme des institutions sur lesquelles est bâtie la démocratie congolaise depuis le début des années 2000, la question suivante se pose avec acuité : quel peut-être le calendrier qui permettra aux citoyens de se prononcer en toute liberté sur la réforme de la gouvernance publique qui va leur être proposée ? Sans prétendre lire dans le marc de café, mais en tenant compte des échéances incontournables tels que le Festival panafricain de musique, la Fête nationale du 15 août, ou les Jeux africains, et en prenant aussi en considération les indications que donnent par petites touches et de façon subtile les plus hautes autorités de la République, l'on voit se dessiner le schéma suivant :

° Dernier trimestre de l'année 2015 : tenue du dialogue dit « inclusif » qui permettra aux élus du peuple, aux responsables des partis politiques, aux représentants de la société civile, aux chefs des institutions traditionnelles de se prononcer sur le principe du changement de Constitution.

° Premier trimestre de l'année 2016 : si un accord n'a pas été trouvé lors de cette Conférence nationale d'un nouveau genre, organisation du référendum qui permettra au peuple congolais de se prononcer directement lui-même sur la réforme des institutions appelées à régir le pays.

° Deuxième trimestre 2016 : cette consultation populaire ayant été conduite jusqu'à son terme logique qui visait à voter le principe du changement de la Constitution, adoption par le Parlement réuni en Congrès du nouveau Texte fondamental qui régira la République.

° Troisième trimestre 2016 : mise en place des nouvelles institutions de la République avec, notamment, l'organisation de l'élection présidentielle sur les bases de la nouvelle Constitution, mais en tenant compte de la date butoir fixée pour la tenue de ce scrutin essentiel.

Même si le calendrier des événements à venir ne semble pas encore arrêté, il n'est pas inutile d'avoir présentes à l'esprit les étapes probables du processus qui rythmeront la vie de notre nation tout au long des prochains mois. Simple spéculation ? Certes, mais il n'est jamais mauvais d'anticiper l'avenir !

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-UNION EUROPÉENNE

Des recommandations pour une meilleure gouvernance des finances publiques

Dans le but d'améliorer le système de gestion des finances publiques en République du Congo, le gouvernement en partenariat avec l'Union européenne (UE), avait cofinancé un projet dit de renforcement de la gouvernance des finances publiques. Après quatre ans de mise en oeuvre dans les institutions et administrations, ce projet est arrivé à terme.

Pour présenter les résultats des appuis réalisés au profit des institutions et administrations congolaises, un séminaire de restitution avait été organisé par le comité de gestion dudit projet. En raison de la pertinence des actions retenues face aux besoins des acteurs intervenant sur le cycle budgétaire, les résultats obtenus au niveau des deux composantes du projet sont nombreux. Il s'agit, notamment au niveau des finances publiques, de la production d'un manuel de comptabilité budgétaire, d'un guide de vérification et d'un code d'éthique et de déontologie. Un cycle de formation aux métiers de contrôle centré sur le nouveau système de gestion des finances publiques ré-

pondant aux directives de la Cémac ont été également mis en place.

En outre, afin de corriger les dysfonctionnements et enrayer les écarts persistants, relevés au terme de l'audit des liaisons trésor-impôts-douanes, un guide de procédures et une circulaire ministérielle proposés attendent d'être exploités. S'agissant de la composante douane, les actions réalisées pour renforcer le processus de contrôle des enquêtes douanières ainsi que la comptabilisation et la sécurisation des recettes ont consisté, entre autres, en la réorganisation des services centraux, la création d'une cellule de contrôle ainsi qu'en l'élaboration d'un plan de lutte contre la fraude.

Les formations et séminaires de renforcement de capacité à l'endroit des personnels de la direction générale des douanes puis la création d'un cadre de contrôle interne et de discipline et d'un site internet. « Il s'agit maintenant d'assurer l'appropriation des résultats obtenus par les autorités compétentes et de continuer avec les réformes nécessaires au bon fonctionnement du système des finances publiques », avait indiqué le premier secrétaire de la délégation de

l'Union européenne (UE) en République du Congo, Matteo Sirtori.

Il a, en outre, relevé la nécessité pour l'ordonnateur national du Fonds européen de développement (FED), de mettre en exécution les recommandations relatives à l'avant-projet de loi organique visant la mise en conformité institutionnelle de la Cour de compte et de discipline budgétaire ; le nouveau cycle de formation professionnelle aux métiers financiers et de contrôle ainsi que le guide de procédures et de la circulaire ministérielle pour établir des situations mensuelles de recettes réconciliées.

S'agissant par ailleurs, de la fonction de gestion et de recevabilité, le ministère des Finances devrait veiller à corriger les insuffisances en vue d'assurer la continuation de la transposition des directives de la Cémac. Clôturant ce séminaire, le deuxième coordonnateur national adjoint du Fonds européen de développement, Michel Elenga Ekombo, a remercié l'UE pour toutes les réalisations qui visent à améliorer le système de gestion du trésor public.

Lopelle Mboussa Gassia

SOMMET D'AVIATION 2015

Le Congo représenté par Ecair

La compagnie aérienne nationale de la République du Congo a participé du 10 au 11 mai à Dubaï, à la première édition du sommet de l'aviation africain. Cet évènement a été organisé pour discuter de l'avenir du secteur de l'aviation du point de vue social, économique et politique qui résultera du développement des infrastructures en Afrique.

Le communiqué d'Ecair qui l'indique souligne que le sommet a mis en avant l'immense potentiel du marché de l'aviation en Afrique.

Pour sa contribution à ce sommet, Equatorial Congo Airlines s'est distingué au cours du panel sur la coopération entre les compagnies aériennes.

Le directeur des ventes Afrique et Moyen-Orient, Vinu Abraham, était l'un des animateurs. En intervenant sur ce thème, Ecair décline déjà son ambition de devenir leader des compagnies aériennes en Afrique centrale.

Dans cette perspective, la société nationale d'aviation veut déjà séduire de nouveaux passagers. Elle s'accroche sur son identité panafricaine, faisant partie de l'association des compagnies aériennes d'Afrique, dont la présidence est assurée par la directrice générale d'Ecair, Fatima Beyina Moussa. La compagnie se repose sur ses tarifs attractifs, ses avions confortables et son personnel dynamique, qualifié et compétent. Elle compte aussi sur son programme de fidélité d'Afrique

« Mboté » qui regroupe environ 30 000 membres. Ecair annonce l'ouverture de sa troisième ligne intercontinentale en reliant Brazzaville à Beyrouth, dans les prochaines semaines. Par la suite, elle étendra son réseau régional avec l'ouverture des destinations vers Abidjan (Côte d'Ivoire), Yaoundé (Cameroun), Luanda (Angola), Bangui (Centrafrique) et N'Djaména (Tchad).

Notons qu'Ecair dispose de 7 avions et a mis en place une navette fluviale pour les passagers en provenance ou à destination de Kinshasa (République Démocratique du Congo). Elle opère jusqu'à 144 vols hebdomadaires depuis Brazzaville avec plus de 500 collaborateurs.

Nancy France Loutoumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabozou, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE

La Sangha met sur pied son comité de suivi des travaux

Ledit comité jouera le rôle de vigile sur les ouvrages en construction et ceux déjà construits tout en identifiant d'autres projets, à en croire Jean Jacques Bouya, ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux.

La course contre la montre, pour le comité départemental de suivi de la municipalisation de la Sangha est lancée. Le ministre Jean Jacques Bouya vient d'installer les membres du comité conformément à l'arrêté n°10402/PR/MATG-GT/cabinet, portant composition, organisation et fonctionnement de cette structure de suivi dont les membres, à dire vrai, n'ont plus du temps à perdre. Les festivités du 55e anniversaire de l'indépendance avancent à pas de géant...

Composition du comité

Le préfet du département de la Sangha, Adolphe Elemba, assure la présidence du comité départemental de suivi. Il est secondé par Emmanuel Akouelakoum, président du Conseil départemental. Mariche Mavoungou, l'unique femme du comité, assume les fonctions de secrétaire tandis que Florent Zinga joue le rôle de rapporteur. Celui-ci est le représentant permanent de la Délégation générale aux Grands travaux. Par ailleurs, Pascal Badia, représentant des services préfectoraux,

Norbert Bouyahou, Alain Masmamba, Georges Banzouzi, Florent Mebi, Gabriel Opa allongent la liste de ce comité en qualité de membres.

Le travail qui les attend...

Les nominés seront permanemment sur le terrain pour veiller à l'exécution des projets retenus dans le cadre de la municipalisation accélérée. Ils contribueront également à l'identification des projets qui concourent au renforcement de l'équipement du territoire départemental de la Sangha. Le tout débutera donc avec les projets programmés pour la commune de Ouesso. Il s'agit, entre autres, de la construction du Palais présidentiel, du Conseil départemental, de l'hôtel de la préfecture, de l'hôtel de ville, de l'hôpital général, des logements sociaux aussi.

Le bitumage des voiries urbaines, les travaux d'installation du terminal de l'aéroport et de l'aménagement des chaussées de l'aérogare, la construction du boulevard de défilé ainsi que le complexe sportif qui abritera notamment la finale de



Jean Jacques Bouya remettant au préfet le document contenant les projets à réaliser. Crédit photo Adiac

la Coupe du Congo (édition 2015) sont également prévus. La liste des travaux à réaliser n'est évidemment pas exhaustive. D'autres projets non grands travaux sont inscrits dans l'agenda tant à Ouesso, chef-lieu du département, que dans les districts comme Sembé, Mokeko, Pikounda et dans la communauté urbaine de Pokola.

Groupes de travail...

Les raisons d'efficacité ont poussé le comité de suivi à opter pour la division scientifique du travail. Les groupes de travail ont ainsi été mis en place en dehors du secrétariat technique, qui constitue la

permanence de la commission départementale avec pour missions de centraliser les résultats de chaque groupe et de préparer les dossiers techniques. Les Groupes de travail : Voiries urbaines, travaux publics, urbanisme et habitat ; Infrastructures énergétiques et hydrauliques ; Infrastructures administratives ; Infrastructures économiques, sociales et culturelles. Un autre groupe de travail aura la charge de la communication.

« (...) Vous êtes les premiers acteurs de la chaîne de responsabilité partagée. (...) Le suivi des travaux doit se faire sur les chantiers afin de mieux in-

former régulièrement la portion centrale pour des ajustements nécessaires en cas de besoin », a déclaré le ministre à la Présidence Jean Jacques Bouya, exhortant ces derniers à un travail participatif efficace.

Pour sa part, le préfet du département de la Sangha, président du dit comité, a expliqué que la municipalisation accélérée de la localité ne se résume pas uniquement au foisonnement des infrastructures. Elle est également couplée à l'économie. « (...) Avec la relance du cacao, la société Atama-plantation, la relance de Sangha-Palm par Éco-oil Énergie ainsi que la finition des travaux du grand port. La municipalisation de la Sangha aura une touche particulière d'autant plus que, bien avant, certains travaux de grande envergure avaient déjà été lancés », a-t-il fait savoir. Et d'ajouter : « Nous prenons l'engagement solennel de mener à bien cette tâche avec le concours des cadres techniques à l'œuvre ». En rappel, c'est ce mardi 12 mai que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, procédera au lancement officiel de ladite municipalisation.

**Reportage de
Rominique Nerplat Makaya**

PME

Le guichet « chèque services » bientôt opérationnel

Une fois mis en place, ce dispositif aura pour objectif d'inciter les Très petites et moyennes entreprises ainsi que les créateurs d'entreprises à recourir aux prestataires de service pour satisfaire leurs besoins en formation et appui financier.

Pour assurer le bon fonctionnement de ce guichet, le Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE) a sélectionné les cabinets conseils et bureaux d'études éligibles aux offres de service qui seront destinées aux bénéficiaires. Afin d'outiller ces prestataires de service sur les mécanismes d'accompagnement, un atelier de renforcement de capacité est organisé le 11 mai à Brazzaville sur « l'ingénierie du conseil aux PME et créateurs d'entreprises ».

La méthode de diagnostic flash, le montage des offres de services, du business plan et intermédiation financière pour le développement des PME ainsi que des appels d'offres font aussi partie des modules retenus. Ces formateurs bénéficieront de même d'une formation en gestion et éducation financières. Conduite par le bureau d'études Agro-PME Ingénierie, cette première session devra aussi permettre aux participants d'analyser les causes principales des échecs des PME et des créateurs d'entreprises en Afrique. « Outre les besoins des PME en terme de formation d'appui conseils, nous avons identifié, à l'issue d'un atelier tenu l'année

dernière, d'autres besoins dans les domaines transversaux tels l'ingénierie conseil, le business plan ainsi que les questions financières pour lesquelles ils ont besoin d'un certain nombre de compétences », a indiqué l'expert gestionnaire du PRCCE, Akue Didier. Présidant les travaux d'ouverture au nom de la ministre des PME, Kiouloungou Lin Doud a souligné que le guichet « chèque service » est nécessaire dans l'environnement économique actuel. « La problématique du développement des Pme réside sur deux piliers. Il s'agit de l'assistance financière qui n'a de sens que si celle non financière est renforcée. Car les études récentes et antérieures faites sur l'environnement des Pme au Congo ont montré de façon précise les besoins des PME à bénéficier d'une assistance non financière », a-t-il conclu.

Notons que ce programme de formation s'étendra jusqu'à Pointe-Noire où vingt autres professionnels seront formés. Fruit de la coopération entre le Congo et l'Union européenne, le PRCCE a pour objectif d'améliorer la compétitivité de l'économie congolaise par la diversification du tissu entrepreneurial. Il vise aussi à transformer l'environnement dans lequel évolue le secteur privé congolais. Classé à nouveau mauvais élève dans le Doing business de la Banque mondiale 2015, soit 178e place, le Congo tient toujours à travers les projets et agences à relever le défi de sa diversification économique.

Lopelle Mboussa Gassia

INFRASTRUCTURES

Émile Ouosso rassure sur « la continuité territoriale routière »

« Sur ce chemin de construction, il n'y a pas de place pour l'infiltration des incertitudes, pour l'intrusion des points d'interrogation ou des signes d'étonnement », a déclaré le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Émile Ouosso, le 8 mai lors du lancement officiel des travaux de construction des voies d'accès au complexe sportif de Kintélé, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Présentant la photo du réseau routier national, le ministre a annoncé que la continuité territoriale routière était en voie d'être achevée. En effet, en termes

km ainsi que les travaux préparatoires des ponts de la Motaba et de Libenga ; les études terminées de la route Liranga-Impfondo. Le but étant la connexion

TALANGAÏ/BRAZZAVILLE

DES FAMILLES BOUDENT LES EXPROPRIATIONS À KÉBA NA VIRAGE

Le gouvernement compte sur l'expropriation des terrains situés dans la zone de kéba na virage à Talangaï pour bien conduire les travaux de construction des voies d'accès devant conduire à Kintélé. Devant l'attitude de certains, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya a fait une interpellation citoyenne, le 8 mai dernier, à la vingtaine de familles concernées par l'expropriation à Kéba na virage.

« Nous en appelons donc à la conscience citoyenne de nos frères et sœurs concernés. Cet appel de cœur concerne aussi les citoyens qui prennent l'option et le malin plaisir de s'installer sous le viaduc en construction, oubliant que les activités dans cet endroit participent à abimer les piles qui supportent l'ouvrage », a-t-il invité, déplorant l'absence d'une parfaite collaboration entre les particuliers et riverains des infrastructures en réalisation.

En effet, selon des témoignages, certaines personnes indexées ne sont pas encore indemnisées. Parmi des raisons évoquées, on peut citer le manque de compromis entre les deux parties au sujet du montant de l'indemnisation. « Le même démon ayant occasionné le retard et le transfert du site pour la construction du siège de l'arrondissement 6 Talangaï ressurgi du côté de Kéba na virage, avec pour conséquence, le ralentissement criant des travaux. Et pourtant la facilité financière est disponible, et même en cas de contestation, les dispositions légales existent et devraient être observées », a conclu le ministre Jean Jacques Bouya. Rappelons que les questions d'expropriation ont toujours posé problème dans le 6e arrondissement de la capitale, soit par le mauvais comportement des populations, soit par la mauvaise foi des agents de l'administration commis à cette tâche. En effet, il n'est pas rare d'entendre une des deux parties indexées l'autre pour des noms fictifs.

P.W.D.

d'indices, Émile Ouosso a cité les études en cours du pont sur la Sangha à Ouesso ; les travaux lourds d'aménagement de la route Pokola-Enyellé sur près de 400

du département de la Likouala au reste du pays. L'autre indication est la connexion du district de Nzambi au Kouilou, où les travaux de remblais sont

en cours. De même que la commande du pont sur la Noubi et les études du pont sur la lagune de Konkouati.

« Dans les conditions de ressources financières normales, ces travaux seront achevés, tout comme sera réalisé l'entretien périodique de l'ensemble du réseau, du lateritage et le couronnement avec le produit 3S des chaussées retenues », espère Émile Ouosso qui s'est également félicité de la volonté de bâtir du chef de l'État qui a pour levier la projection dans le futur d'une nation dont le rayonnement et le développement tiennent lieu de feuille de route en exécution.

Émile Ouosso a, par ailleurs, transmis au chef de l'État le message des populations et autorités du département du Pool qui l'invitent à lancer, selon son agenda, les travaux de la route Kinkala-Mindouli qui sont déjà avancés. Revenant sur la construction des voies d'accès au complexe sportif de Kintélé, le ministre de l'Équipement et des travaux publics a rappelé que l'ambition est d'améliorer considérablement l'accès à la ville capitale et la fluidité de la circulation. « Si l'urgence du projet d'abriter les Jeux africains s'est imposée à nous, l'intelligence politique à transformer celle-ci en opportunités viables au-delà de la tenue de ces Jeux en pérennisant leur usage pour l'éducation multiforme de la jeunesse et de continuer à fluidifier le trafic. En effet, ces ouvrages en construction, reliés à ceux existants et à ceux en projet, configurent la nouvelle métropole brazzavilloise, laquelle aura bientôt plusieurs portes comme dans d'autres villes », a conclu Émile Ouosso.

Parfait Wilfried Douniama

Allocution de monsieur Émile Ouosso, ministre de l'Équipement et des travaux publics, le 8 mai à Brazzaville à l'occasion du lancement officiel des travaux des voies d'accès au complexe sportif de Kintélé

Excellence Monsieur le président de la République, chef de l'État, chef du gouvernement

Monsieur le président du Sénat
Monsieur le ministre d'État, directeur de cabinet du chef de l'État
Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement et chers collègues
Excellences Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et chefs de mission diplomatiques
Vénérables sénateurs, honorables députés
Monsieur le préfet du département de Brazzaville
Monsieur le président du Conseil départemental, maire de la ville de Brazzaville

Distingués invités

Mesdames et Messieurs,

La première richesse d'un pays moderne est la qualité et le nombre de ses voies de communications qui constituent non seulement un vecteur puissant de brassage des populations et donc de l'unité nationale, mais aussi un argument pour susciter et amplifier l'attraction de l'investissement local et étranger.

C'est en cela qu'à l'occasion du premier Forum de Brazzaville sur les infrastructures, S.E.M. Denis Sassou N'Gusso, président de la République, disait, je cite « *Le Congo s'est imposé, depuis plus de dix ans, comme l'un des défis majeurs, sa construction physique. dans ce processus, les infrastructures de base occupent une place de choix tant que préalables à tout effort de modernisation et de développement. C'est ainsi que d'importants investissements publics sont consacrés, chaque année, à la construction des routes, des ports, des aéroports, des ouvrages énergétiques et hydrauliques, etc...* ».

Construire des routes, c'est établir le lien, la relation, c'est prendre l'option de s'éloigner de l'isolement et du repli sur soi ; c'est s'inscrire dans la réalité et dans la perspective de mieux vivre ensemble, sur la base du respect de l'autre, en développant des solidarités diverses.

Distingués invités mesdames et messieurs

Les ouvrages intégrés et interconnectés que seront :

- les deux échangeurs de Tchaba-Nirage ;
- le viaduc ;
- le réaménagement de la deuxième sortie nord de Brazzaville ;
- la réhabilitation, l'élargissement et le renforcement de la RN°2 tronçon rond point Mikalou - pont Djiri ; sont en effet l'expression physique de la volonté politique de gestion dynamique des infrastructures de notre ville capitale.

Ces ouvrages sont destinés à développer notre réseau routier urbain, à améliorer la circulation en supprimant progressivement les points critiques de congestion. Ils épousent la vocation des infrastructures de base qui est de brasser, de faire circuler, de mélanger, de faire se rencontrer les usagers, afin que chacun ne soit plus seul et voué à lui-même. Si l'urgence du projet d'abriter les jeux africains s'est imposée à nous, l'intelligence politique a transformé celle-ci en opportunités viables, ou-delà de la tenue de ces jeux, en pérennisant leur usage pour l'éducation multiforme de la

jeunesse, et tout en réalisant la fluidité le trafic.

en effet, ces ouvrages en construction, reliés à ceux existants, et à ceux en projet, configurent la nouvelle métropole brazzavilloise, laquelle aura bientôt plusieurs « portes », comme dans d'autres grandes villes. Pour l'heure, nous sommes déjà fiers d'avoir ce que nous appelons « Sortie nord 1 », « Sortie nord 2 », « Sortie nord 3 », « Sortie Madibou », « Sortie Beach », pour ce qui est des sorties terrestres, en attendant la « Sortie pont-route-rail » sans oublier la grande « sortie aérienne Maya Maya ».

L'ambition de ces infrastructures est d'améliorer considérablement l'accès à la ville capitale, d'une part, et la fluidité de la circulation dans celle-ci.

L'audace architecturale de ces ouvrages épouse cette ambition. Il s'agit d'une part de créer des artères utiles et solides, et d'autre part de s'inscrire dans la modernité des cités nouvelles, qui perpétueront dans le temps la mémoire des bâtisseurs.

Permettez que j'adresse depuis cette tribune des félicitations méritées à la délégation générale aux grands travaux qui s'efforce, depuis plusieurs années, de réaliser pour le compte de nos métropoles : les voiries urbaines, les travaux de municipalisation, et tous les grands travaux pour le bien de tous.

Distingués invités
Mesdames et Messieurs

En considération de l'ampleur, du gigantisme et de l'audace des ouvrages déjà réalisés, de ceux en travaux et de leurs effets induits, nous manifestons une fois de plus notre soutien entier et permanent à S.E.M. Denis Sassou N'Gusso, président de la République, pour cette grande œuvre d'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Excellence Monsieur le président de la République ;

Étant toujours dans l'élaboration consciente de ce qu'il y a de mieux pour le pays, votre part de travail est l'apport de toutes vos expériences à la construction de cette nation, pour le bien de sa population.

Votre volonté de bâtir ne prend pas pour héritage les échos de la clameur et de l'épuisement des autres. Elle a pour levier la projection dans le futur d'une nation dont le rayonnement et le développement tiennent lieu de feuille de route en exécution.

Sur ce chemin de construction, il n'y a pas de place pour l'infiltration des incertitudes, pour l'intrusion des points d'interrogation ou de signes d'étonnement.

Réunies et regroupées par l'histoire et les cultures entre l'océan Atlantique et le fleuve Congo, quelques millions d'âmes vivent désormais unies et en paix. Elles s'unissent à vous, comme par le passé, pour élaborer ensemble le rêve des phases suivantes de travail et de progrès.

C'est l'occasion, Monsieur le président de la République, de vous transmettre à nouveau les remerciements et l'attachement des populations de l'intérieur du pays, que nous fréquentons au quotidien, lesquelles vous savent gré des nombreuses routes créées et carrossables, qui leur permettent désormais d'être acteurs de la lutte contre la pauvreté en développant des activités

agro-pastorales, piscicoles, et d'artisanat, et semi industrielles : les échanges économiques reprennent vie dans le milieu rural.

La tradition de chez nous, celle que vous connaissez, rappelle que dans une course, celui qui court mieux que les autres ne se retourne pas pour regarder ses concurrents derrière lui. Son regard est fixé sur la ligne d'arrivée. Cependant, ceux qui courent après lui ne voient que son dos, qu'ils décrivent de toutes les manières possibles, même critiquables. Ne vous retournez donc pas, Monsieur le président, pour lire leurs dissertations au sujet de votre dos. Poursuivez votre tâche, avec tous les outils à votre disposition.

Enfin, Monsieur le président, de tels moments sont propices pour vous donner une photo du réseau routier national, pour vous dire, en une phrase, que la continuité territoriale routière est en voie d'être achevée, notamment :

1. la connexion terrestre de du département de la Likouala pour laquelle sont en cours :
les études du pont sur la Sangha à Ouesso ;
la réunion des conditions de démarrage de la route Liranga Impfondo, parallèle au fleuve Congo ;
les travaux d'aménagement de la route Pol: Ola enyelle sur près de 400 m ;
les travaux préparatoires des ponts de la Motaba et l'Ibenga ;

2. la connexion du district de Nzambi au Kouilou pour laquelle sont en cours :
les travaux de remblais et la commande du pont sur la Noubi ;
les études du pont sur la lagune de Conckouati.

Pour conclure sur cette photo du réseau routier national, il est raisonnable de dire que dans les conditions de ressources financières normales, que nous souhaitons, ces travaux seront réalisés, tout comme l'entretien périodique de l'ensemble du réseau, le latéritage et le couronnement avec le produit 3s des chaussées retenues, et le bitumage des autres axes du réseau routier principal.

Pour terminer, et puisque le temps ne permet pas que je vous appelle du travail au repos, je voudrais vous transmettre le message des populations et des autorités du Pool et des usagers de la route, ainsi que celui de l'Union Européenne et du groupe d'entreprises

Conduit par la société Razel, message consistant à vous inviter respectueusement à inscrire dans votre agenda de travail très chargé, le lancement des travaux de la route Kinkala-Mindouli. Ces travaux sont très avancés.

Distingués invités
Mesdames et Messieurs,

Ceci dit, permettez moi d'inviter très respectueusement Son Excellence Monsieur le président de la République à bien vouloir procéder au coup de pioche symbolisant le démarrage officiel des travaux de construction des voies d'accès au complexe sportif de Kintélé.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

+++ Émile Ouosso

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Les fusils de chasse et les frondes, c'est l'opposition qui en fait usage... Ceux qui me feront échouer ne sont pas encore nés »

Alpha Condé, président de la Guinée-Conakry, Jeune Afrique, 10 mai 2015

« Le monde politique n'est pas encore le reflet de la société, la place des femmes sur l'échiquier politique en est un exemple flagrant. »

Emmanuelle Pierre-Marie, élue EELV de Paris, féministe, L'Humanité, 7 mai 2015

« Aujourd'hui, le numérique modifie les comportements : comment se comporter face à des élèves qui peuvent valider – ou invalider - en temps réel ce que dit le prof. Mais il s'agit d'une évolution, pas d'une révolution. »

Bernard Ramanantsoa, directeur de HEC (École de Hautes études commerciales) de Paris pendant 20 ans, Le Monde, 5 mai 2015

« Certains pensent que l'esclavage, finalement, c'est de l'histoire lointaine, oubliée, désincarnée. Mais non. (...) Même aux Antilles, certains jeunes ne savent pas qu'ils sont descendants d'esclaves. »

Lilian Thuram, ancien footballeur dans l'équipe de France, Le Parisien, 11 mai 2015

« Nous sommes le Bayern... je ne peux pas dire que nous n'avons aucune chance... »

Pep Guardiola, entraîneur du Bayern (Allemagne), Infosports, 11 mai 2015 (au sujet de la demi-finale retour contre Barcelone)

NTIC

Connexion de la fibre optique dans le Niari

L'administrateur général de Congo-télécom, monsieur Akouala a supervisé le 7 mai dernier à Dolisie chef-lieu département du Niari, la connexion à la fibre optique pour la mise en fonction de ce «jeune tissu industriel».

Après Pointe-Noire, Brazzaville et Oyo, c'est la ville de Dolisie qui jouit déjà des merveilles de la fibre optique. Les techniciens de la société Congo-télécom sont à pied d'œuvre. Les premiers câbles ont été installés à la mairie centrale de Dolisie, au Grand Hôtel et à la direction départementale des douanes et de domaine. Le point de départ de ces câbles est la centrale placée dans la cours du Centre multimédias.

La fibre optique va permettre aux usagers de disposer d'une connexion internet de bonne qualité et de tirer profit des services connexes. « Hier c'était encore un rêve. Aujourd'hui c'est maintenant une réalité. La fibre optique est déjà ici, à Dolisie. Nous avons beaucoup de difficultés pour télécharger des fichiers à cause de la lenteur de la connexion. Avec l'arrivée de la fibre optique, nous allons bien travailler. Nous allons désormais télécharger nos cours et réaliser d'autres travaux sur Internet avec beaucoup de facilité », a affirmé Ngoma Yolservé, élève de Première D, au lycée de Dolisie.

Les agents de la mairie de Dolisie, qui assistaient avec joie à l'installation du câble dans leur structure, ont aussi dit leur joie. « Nous nous réjouissons parce que nous allons désormais avoir une connexion Internet de bonne qualité. Cela nous permettra de développer notre communication interne, ainsi que d'autres services. L'importance de l'Internet est connue de tous. Il est désormais inconcevable qu'une administration comme une mairie centrale soit encore

déconnectée ou dispose d'une connexion de mauvaise qualité. En tout cas, nous sommes très contents », s'est exprimée Mme Koumba. La connexion dans les autres administrations et les ménages se fera au fur et à mesure, à la demande des usagers, a indiqué Henri Mavoungou, un technicien de Congo-Télécom. La République du Congo, faut-il le rappeler, fait partie des pays dont la station terminale a été fonctionnelle dans le premier périmètre. « La fibre optique est partie de Pointe-Noire jusque dans la partie septentrionale de notre pays. Mais, les populations ne jouissent pas encore des effets de cette fibre optique. C'est ainsi qu'avec la direction des zones atlantiques de Congo-Télécom, nous avons pensé qu'étant donné que tout le monde n'a pas les moyens de prendre une connexion directe, il était question de construire des centres multimédias dans toutes les localités où est déjà passé la fibre optique. Nous tenons à préciser que la cérémonie d'aujourd'hui ne marque pas le lancement officiel de la fibre optique. Notre souci était de faire comprendre aux populations que la fibre optique est bel et bien passée par Dolisie et de faire qu'elles puissent en jouir déjà. Le lancement officiel sera patronné par le ministre des postes et télécommunications. Vous avez constaté que la cérémonie d'aujourd'hui n'a connu la présence d'aucune autorité politique ou administrative. Il n'y a que la population qui est venue participer à l'événement », a expliqué M. Akouala.

La station terminale congolaise est basée à Matombi, dans le département du Kouilou. La fibre optique est déployée de Pointe-Noire à Oyo, en passant par les villes de Dolisie, Nkayi, Mindouli et Brazzaville grâce aux pylônes des lignes électriques haute tension des barrages de Moukoulou et d'Imboulou.

Du 21 au 23 février 2014, à la tête d'une délégation d'experts en télécommunications et de techniciens des différentes sociétés en charge du déploiement de cette fibre sur l'ensemble du territoire national, le coordonnateur du projet couverture nationale en télécommunications, Monsieur Akouala, également directeur général de Congo-télécom, avait procédé à la réception provisoire des installations du réseau nord de la dorsale de la fibre optique. Il s'agissait précisément des localités d'Ignié et Inoni, dans le Pool nord ; Ngo, Djambala, Gamboma et Ollombo, dans les Plateaux ; Oyo, Boundji et Owando, dans la Cuvette.

Le projet permet de disposer des services téléphoniques de qualité, d'une connexion Internet à haut débit, ainsi que d'autres services liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC), tels que la télémédecine et la télé-éducation.

Le câble sous-marin à fibre optique est un système établi pour une durée maximum de 25 ans, garantissant une grande fiabilité de la connexion Internet et des communications. C'est en février 2011 que le Congo a installé sa bretelle, laquelle a été connectée au câble sous-marin à fibre optique situé à 300 km au large de la côte congolaise. Long de 14.400 km, ce câble longe la côte-ouest africaine, le Portugal et l'Afrique du Sud.

Source : ACI

COMMUNIQUÉ

Le Directeur général du Fonds routier informe les usagers de la route, que dans le cadre des travaux d'élargissement de la RN2, le poste de péage de Kintélé sera délocalisé pour le village LOUFOULA (district d'Igné) Pool-est.

Cordialement.
La Direction générale du Fonds routier.

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org



Une expertise à votre portée

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Gestion comptable et financière des projets et programmes

5 jours

4 au 8 mai 2015

Analyse financière : pratique

3 jours

11 au 13 mai 2015

Méthodes et outils de gestion pour managers : savoir fixer des objectifs, élaborer son tableau de bord etc.

3 jours

18 au 20 mai 2015

Pratique de l'audit fiscal et contrôle interne

5 jours

18 au 22 mai 2015

Manager une équipe : perfectionnement

3 jours

26 au 28 mai 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

76 meilleurs élèves primés

Les trois meilleurs apprenants issus de vingt-neuf établissements publics et privés ont été distingués le 9 mai, à l'occasion de la cérémonie d'émulation scolaire organisée par la direction départementale de l'enseignement technique et professionnel que dirige Jean Bruno Ndilou.

Près de soixante-seize apprenants ont reçu des kits scolaires. Les moyennes retenues pour la qualification sont celles comprises entre 12, 90 et 16, 67. Tous ces lauréats ont été sélectionnés selon les évaluations du 1^{er} semestre pour ceux des écoles professionnelles et des deux premiers trimestres pour ceux relevant de l'enseignement technique. L'objectif était de susciter un esprit de compétition aussi bien chez apprenants que chez les enseignants.

Les établissements primés ont été notamment les lycées techniques industriels du 1^{er} mai, du 5 février et Albert Ickogne, le lycée agricole Amical Cabral, l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM), l'Ecole nationale moyenne d'Administration (ENMA) et bien d'autres. Parmi les soixante-seize apprenants primés, trois étudiants ont été distingués comme « meilleurs des meilleurs ». Ils ont obtenu les moyennes les

plus élevées allant de 14,01 à 16,67. A cet effet, ces lauréats ont reçu en outre des kits d'ordinateurs.

Il s'agit de l'élève Iyengué Etanguet du lycée technique industriel 1^{er} mai avec une moyenne de 14,01, l'étudiante Egie Greerant

Parmi eux, figurent les professeurs du lycée technique 5 février, de l'école para-médicale et médico-sociale de Brazzaville, l'école nationale des beaux-arts, l'école nationale moyenne d'administration, etc. Le directeur départemental de l'enseignement technique et



Photo de famille avec les lauréats (crédit-adiac)

Oyamba de l'ENAM avec 15,46 et l'élève Van Breigenov Ngoma de l'école privée Aide à l'enfance avec 16, 67 de moyenne. Iyengué Etanguet n'a pas caché sa satisfaction : « je suis très heureux d'occuper la première place parce que ce succès est le fruit d'une décision prise après plusieurs échecs à l'école primaire. Il est aussi le résultat des conseils des parents et professeurs qui n'ont jamais cessé de m'encourager à beaucoup travailler ».

Quelques encadreurs ont aussi été primés pour le travail accompli.

professionnel, Jean Bruno Ndilou a rappelé que l'émulation scolaire est une activité pédagogique qui constitue une discrimination positive. C'est aussi un outil majeur d'émergence de motivation et d'amélioration des rendements scolaires. « Un apprenant est qualifié de meilleur après ses efforts en atteignant une moyenne supérieure ou égale à douze. Aux heureux récipiendaires, j'exhorte à maintenir le rythme du travail », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle Oko

VIOLENCE À L'ÉCOLE

Débandade au lycée Thomas Sankara, lundi matin

L'établissement d'enseignement secondaire situé à Djiri, le 9^e arrondissement de Brazzaville, était sous tension ce 11 mai.

À 9 heures déjà, de nombreux élèves étaient hors des classes, fuyant des « assaillants » qui auraient investi la cour. Certains témoins ont signalé des cas de blessure. Des « kulunas » ont fait irruption dans notre établissement, avec des machettes, pour s'en prendre à des élèves. « Nous avons un collègue qui a été grièvement blessé à l'épaule après avoir reçu un coup de machette », explique une élève visiblement atterrée. Et un autre de préciser : « Il y aurait eu bagarre, le vendredi, entre des jeunes qui fréquentent le lycée Thomas Sankara et ceux d'ailleurs. Ceux-ci sont venus pour se venger. »

Quelles que soient les explications, l'ambiance de ce lundi 11 mai, dans l'enceinte de l'établissement et autour, renseigne sur les échauffourées entre les élèves et leurs assaillants. Bien plus, de nombreux élèves ont préféré se replier abandonnant ainsi les cours. Selon des sources interrogées vers 10 heures, les éléments de la force de l'ordre étaient arrivés sur les lieux. Mais les violences auraient repris dès qu'ils sont partis.

Ces scènes de terreur, de plus en plus récurrentes dans cet établissement, soulèvent plusieurs commentaires au sein de la population. « Il faut éviter que ce mouvement prenne corps. Nous pensons même que la police doit installer une antenne permanente ici, la zone étant stratégique avec une intense activité commerciale », a suggéré un habitant riverain du lycée.

La rédaction

HYGIÈNE

Des « laveurs de pieds » au marché du lycée Thomas Sankara

Les rares pluies restantes qui continuent de tomber sur Brazzaville ajoutent à l'insalubrité des rues et des marchés à l'instar de Thomas Sankara dans le 9^e arrondissement.

Difficile alors de mettre les pieds dans ce marché après chaque pluie à cause de la boue qui se produit. Se mêlant aux nombreuses immondices, cette boue prend des proportions importantes au grand malheur de tous ceux qui y mettent leurs

avoir souvent eu des problèmes d'allergies aux pieds après avoir pataugé dans la boue. « Il n'est pas exclu que cette boue soit infectée. Il s'agit d'un mélange de plusieurs éléments », ajoute-t-elle.

« Nous ne proposons pas que de l'eau. Nous avons des savonnets antiseptiques pour



pieds. Ne pouvant l'éviter ni échapper, les femmes sont contraintes d'accepter de se salir dans le seul dessein de se procurer quelques vivres.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, cette situation a donné des idées à certaines personnes qui, munies de bidons et de seaux remplis d'eau, se placent à des endroits stratégiques pour proposer leurs services : le nettoyage des pieds salis par la boue. « Vous n'imaginez pas une femme traverser des rues entières avec des pieds noircis par la boue. Nous proposons 25 frs pour un pied et 50 frs pour les deux. L'idée semble ravir de nombreuses personnes qui non seulement n'hésitent pas de nous chercher ou de faire la queue pour attendre », explique avec un sourire une jeune femme « laveuse de pieds ».

Et Sylvie de reconnaître : « on fait avec. 50 frs ce n'est rien car l'hygiène ou la santé n'a pas de prix. » À propos de la santé, certaines femmes ont avoué

celles qui acceptent. C'est pour éviter des démanagements aux pieds », dit fièrement une laveuse de pieds. Et que ferez-vous quand arrivera la saison sèche ? Rires, avant de lancer : « Nous vivons au gré des saisons et des besoins des individus. On verra quoi faire », conclut, un tantinet optimiste, une autre « laveuse de pieds ». On peut lui donner raison, car Brazzaville est pleine d'exemples de gens qui pratiquent des métiers de fortune. « On voit des "traverseurs" ou "porteurs au dos" lorsqu'il pleut ; des "boucheurs de nids de poule" sur les avenues à qui les automobilistes versent un centime ; des "pousseurs de voitures embourbées", bref des "solutionneurs à tout" selon le vocabulaire de circonstance chez ces jeunes », décrypte Anicet qui reconnaît avoir déjà libéré une pièce de 100 frs pour se faire porter au dos après qu'une pluie avait sorti la rivière Tsiémé de son lit.

Jocelyn Francis Wabout



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité : de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.








Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

••••• Brique de 120	••••• 480 CFA
••••• Brique de 150	••••• 580 CFA
••••• Brique de 200	••••• 680 CFA
••••• Sable Rouge 20m ³	••••• 140.000 CFA
••••• Sable 20m ³	••••• 180.000 CFA
••••• Gravier 20m ³	••••• 150.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

NB : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Kinshasa sur la route nationale N° 1 sortant de Kinshasa vers la rivière Kouilou

Congo: (+242) 06 690 7119 06 655 1111
06 985 5060 06 919 8888

PROGRAMME DES OBSÈQUES DES SIEURS MAKOSSO JEAN JOSEPH ET MAKOSSO MAVOUNGOU AUGUSTE, père et frère du ministre Anatole Collinet Makosso prévu pour le Mercredi 13 Mai 2015 se présente comme suit :

-08h30 : Levée des corps a la morgue municipale de pointe noire

08h50 : Arrivée des dépouilles mortelles au domicile du ministre Anatole Collinet Makosso sis à Songolo

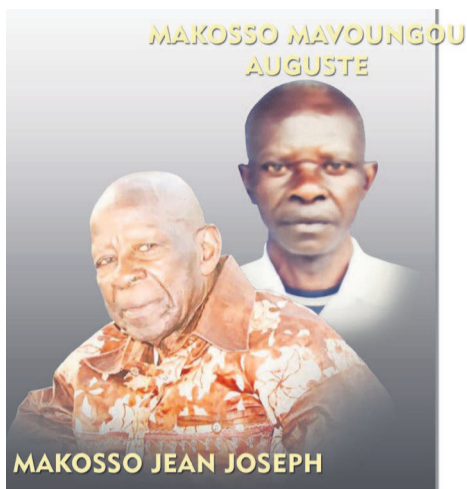
-09h : Recueillement

-13h : Départ pour la paroisse de l'Église Évangélique du Congo (Annexe de Madingo Kayes)

-13h45 : Culte

14h45 : Départ pour le cimetière familial de Yanga

15h45 : Retour à pointe noire.



MAKOSSO MAVOUNGOU AUGUSTE

MAKOSSO JEAN JOSEPH

IN MEMORIAM

14 mai 2013 - 14 mai 2015, il ya deux (2) ans jour pour jour, qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui, notre père, monsieur Alphonse Soukantima.

En ce triste et douloureux jour anniversaire, ses enfants : mes dames Ekambi-Mouelle Méline, Mouzita Noëlie, Mboungou Francine née Soukantima et messieurs Jean-Pierre Alfred, Jean-Paul Albert et Aimé Frédéric Soukantima, prient tous ceux qui l'ont connu, d'avoir une pensée pieuse pour lui.

A cet effet, une messe pour le repos de son âme, sera dite en sa mémoire à la Paroisse Saint-Pie X de l'OMS, le 14 mai 2015 à 6h 15mn.

Que le seigneur dans sa miséricorde lui accorde la paix et le repos éternels.

« Papa, nous ne t'oublierons jamais ».

ENFANCE ET NUTRITION

Les parlementaires et journalistes africains se réunissent à Yaoundé

L'atelier qui se tient les 12 et 13 mai est organisé par la section nutrition du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF) qui est basé à Dakar, au Sénégal, en partenariat avec le bureau du Cameroun et le réseau des parlementaires camerounais pour la nutrition.

Cet atelier vise entre autres objectifs de raviver le réseau des parlementaires et médias sur la nutrition. Il permettra en outre de susciter des échanges entre ces acteurs sur la malnutrition, ses conséquences sur le développement humain et économique des pays, et sur les solutions existantes ou envisageables.

Il s'agira aussi de divulguer des messages afin que la nutrition soit placée au centre de l'agenda du développement social et économique des pays concernés. Au bout du compte, les initiateurs entendent mobiliser plus de ressources pour la nutrition. À l'issue de cette rencontre, les parlementaires rédigeront une « feuille de route » pour des progrès dans la nutrition en faveur des enfants, des

femmes et du développement économique et social en général tout en s'engageant également à tout mettre en œuvre dans leurs pays respectifs les engagements déclinés dans la feuille de route.

Quant aux médias, ils s'engageront, à travers la constitution d'un réseau, à réaliser des reportages et à porter les messages sur l'importance d'investir rapidement dans la nutrition. Selon les études menées par le Fonds des Nations unies pour l'enfance dans cette région, trop d'enfants décèdent des causes de la malnutrition. Plus d'un million d'enfants de moins de 5ans et beaucoup trop d'enfants souffrent de malnutrition chronique avec pour conséquences : le retard de croissance durant les premières années de leur vie (37% des enfants de moins de 5ans), ce qui compromet leurs chances de développer de manière optimale leurs capacités physiques et cognitives.

Cette situation entrave également le développement économique des pays et augmente le cercle vicieux de la pauvreté.

Pourtant, toujours d'après cette institution onusienne, des solutions existent et des évidences scientifiques ont prouvé qu'il est facile d'inverser la situation afin de diminuer les pertes humaines et économiques dues à la malnutrition.

Pour cela, il faut un engagement accru des gouvernements, des élus, des médias, de la société civile, des acteurs de développement et des donateurs. Cet atelier sera articulé autour de la présentation sur la nutrition, de séances de « questions-réponses », de travaux de groupes ainsi que des visites sur le terrain.

Pour le cas du Congo, qui sera d'ailleurs représenté à cette rencontre, il faut noter que près d'un enfant de moins de 5 ans sur quatre souffre de malnutrition chronique et le nombre d'enfants souffrant de cette situation est aujourd'hui estimé à 134.000 par an en dépit des efforts fournis par le gouvernement. Celui-ci a réussi tout de même à faire baisser le taux de ce fléau au cours de ces dernières années de 30% en 2005 et 24,4% en 2011.

Jean Jacques Koubemba

REF : 006/FPA90/COG

APPEL À PARTENAIRES 2015-2016



Fonds des Nations Unies pour la Population
Représentation en République du Congo

I-CONTEXTE

Dans le cadre de son cinquième Programme (2014-2018) de Coopération avec la République du Congo, la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) lance un « Appel à Partenaires 2015-2016 », à l'endroit des ONG, Associations et institutions du secteur privé du Congo. L'UNFPA reconnaît en effet aux ONG, Associations et institutions du secteur privé des savoir-faire spécifiques, une capacité d'innovation, une proximité avec le terrain et les groupes-cibles de son action ainsi qu'une capacité de plaidoyer. A travers cet appel à partenaires, l'UNFPA se propose de valoriser ces savoirs faire, et d'exploiter les complémentarités existantes et potentielles avec l'expertise des partenaires gouvernementaux autour d'actions concrètes.

II-DOMAINES DE PARTENARIAT

Les propositions à partenariat à soumettre, devront porter sur les domaines ci-après :

- 1.Santé maternelle et néonatale
- 2.Planification familiale
- 3.Santé sexuelle et éducation à la sexualité des adolescents et jeunes, y compris la lutte contre le VIH et le Sida

- 4.Égalité de genre et droits reproductifs
- 5.Populations autochtones
- 6.Populations réfugiées
- 7.Données pour le développement

III-ELIGIBILITE

Peuvent soumettre des propositions à partenariat, les organisations non gouvernementales et de la société civile, entreprises et sociétés du secteur privé, ainsi que les organismes de formation et/ou d'apprentissage ci-dessous cités, jouissant du caractère apolitique et justifiant d'une existence officielle d'au moins trois (3) ans. Il s'agit des ONG et Associations, Associations et/ou organisations à base communautaire ; Sociétés savantes ; Associations professionnelles ; Organisations confessionnelles, Groupes médiatiques et/ou de communication, Fédérations et/ou Associations culturelles, Associations éducatives, Clubs de jeunesse, Mouvements féminins, Réseaux associatifs, Sociétés commerciales, Entreprises industrielles, Associations d'artisans, etc.

IV-DOSSIER DE SOUMISSION

Les potentiels partenaires intéressés par le présent appel, sont encouragés à présenter un dossier comprenant : une

copie de récépissé de reconnaissance ; une brève note de présentation, précisant les domaines d'intérêt pour le travail avec UNFPA. Et si possible, une copie du rapport d'activités 2014 et du plan d'action en cours, peuvent être annexées. NB : Les propositions présentées sous la forme manuscrite, seront également examinées, sous réserve qu'elles soient bien lisibles.

V-PROCESSUS DE SELECTION

Une sélection sera effectuée par un panel qui sera mis en place à l'UNFPA, sur la base de l'examen du dossier soumis. Les postulants dont les dossiers seront sélectionnés, seront appelés à fournir en temps opportun, un dossier administratif, ainsi qu'un projet détaillé. Ensuite, des discussions seront menées avec l'Unité Programme du Fonds des Nations Unies pour la Population, pour convenir des modalités techniques et financières de sa réalisation. La proposition finale et complète du projet devra intégrer les éventuels éléments issus des échanges avec l'Unité Programme de l'UNFPA, avant soumission de l'ensemble du dossier à la Représentante Résidente pour validation. Toutefois, les soumissionnaires non

sélectionnés au cours seront enregistrés dans la base de données des potentiels partenaires de l'UNFPA et, à ce titre pourraient être contactés selon les nécessités.

VI-LIEU DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Les dossiers de soumission doivent être adressés, sous pli fermé, à l'attention de : Madame la Représentante Résidente de l'UNFPA au Congo

« Appel à Partenaires 2015-2016 »
Rue Crampel (en face de la BDEAC)
BP : 19012.
Téléphone : (+242) 05 521 67 00
Brazzaville - République du Congo

VII-DATE LIMITE DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Les dossiers de candidatures seront traités progressivement. Aucun dossier reçu après le mardi 30 juin 2015 à 17heures 30 ne sera examiné. Les Bureaux de l'UNFPA sont ouverts : De lundi à Jeudi de 8h00 à 17h30 ; et le vendredi de 8h00 à 14h00.

Fait à Brazzaville, le 11 mars 2015.

Barbara Joséphine LAURENCEAU
Représentante Résidente de l'UNFPA au Congo

COMMERCE INTERNATIONAL

De grands enjeux pour l'Afrique, selon le patron de l'OMC

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Roberto Azevêdo a estimé, le 7 mai à Genève, que l'année 2015 présentait de « moments forts » pour stimuler davantage le développement des échanges sur et avec le continent noir.

L'Afrique qui représente un quart des membres de l'OMC ne participe qu'à environ 3% du commerce mondial. Et cet état des lieux préoccupe la direction de l'organisation. Au cours d'un entretien avec des journalistes africains francophones participant au séminaire sur le commerce multilatéral, organisé du 4 au 8 mai au siège de l'OMC à Genève (Suisse), le directeur général de cette organisation a indiqué que le moment était venu de changer la donne.

Ainsi, une initiative dite Aide pour le commerce est mise en place par cette organisation afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) à participer effectivement au système commercial mondial. Du 30 juin au 2 juillet prochain, des experts internationaux procéderont à un examen global de cette initiative. Selon Roberto Azevêdo, l'un des grands défis du développement du commerce en Afrique demeure le manque de financement. « On estime que les besoins en financement du commerce qui ne sont pas satisfaits atteignent 120 milliards de dollars en Afrique. Ce problème est sérieux, et il nous faudra y remédier en travaillant de concert avec une série de par-



Photo de famille du DG de l'OMC et les journalistes africains francophones

tenaires », a-t-il estimé.

Dans cette optique, le patron de l'OMC a informé ses interlocuteurs de sa présence au mois de juillet à Addis-Abeba, en Ethiopie, où il participera à la conférence de l'ONU sur le financement du développement.

Un autre rendez-vous important pour le développement des échanges commerciaux en Afrique est la réunion ministérielle de l'OMC, à la fin du mois de juillet 2015 à Nairobi au Kenya. Premier événement du genre organisé en Afrique, le directeur général pense que l'OMC doit tout mettre en œuvre pour que ce rendez-vous soit un succès.

L'Afrique a tout à gagner de l'aboutissement du cycle de Doha

En effet, plusieurs avancées y sont attendues dans le cadre des négociations actuelles sur le cycle de Doha dédié au développement, avec notamment la conclusion attendue d'un accord sur l'agriculture.

« L'Afrique, a estimé Roberto Azevêdo, aurait tout à gagner de l'aboutissement du cycle (de Doha). Premièrement, parce que l'OMC serait renforcée ; à une époque où les initiatives méga régionales se multiplient. Deuxièmement, parce que des avantages économiques directs

sont en jeu. L'agriculture, une priorité africaine, étant l'une des grandes questions sur la table des négociations ».

Actuellement, de nouvelles propositions relatives à ce sujet ont été avancées, des approches nouvelles suggérées et les négociateurs sont dans une phase de recherche de solutions.

Ratifier l'accord de Bali pour faciliter les échanges

L'un des enjeux importants de la phase actuelle du développement du commerce international reste l'entrée en vigueur de l'accord sur la facilitation des échanges, signé en 2013 à Bali, en Indonésie. Ce dispositif prévoit une assistance et un soutien important aux pays en développement, afin de leur permettre de bénéficier des

avantages qu'offre le commerce mondial.

Mais, la mise en œuvre de cet accord est conditionnée par sa ratification par au moins les deux tiers des 161 membres de l'OMC. Cela n'est pas encore le cas. En Afrique, seule l'Ile Maurice a ratifié l'accord. A l'OMC, on pense que les pays africains devraient agir avant la réunion de Nairobi pour optimiser les chances d'entrée en vigueur de cet accord.

Conclure le cycle de négociations de Doha sur le développement et achever le processus de ratification de l'accord de Bali sur la facilitation des échanges, voilà donc deux enjeux importants pour lesquels le responsable brésilien de l'OMC appelle les pays africains à agir vite, dans la perspective de la réunion ministérielle de décembre prochain au Kenya.

« La meilleure manière de célébrer notre anniversaire serait que la conférence de Nairobi et les autres activités prévues soient couronnées de succès », a exhorté Roberto Azevêdo. Rappelant que l'OMC, créée en 1995 à Marrakech au Maroc sur les cendres du GATT, a fêté ses 20 ans au mois d'avril dernier dans cette ville où étaient réunis essentiellement des représentants de ses membres africains.

Notre envoyé spécial à Genève, Thierry Nougou

FORUM DE BANGUI

Les participants proposent une rallonge de la transition

Le dialogue de paix et de réconciliation inter centrafricain qui a débuté le 4 mai dernier, s'est achevé ce lundi 11 mai 2015. Plusieurs recommandations ont été formulées parmi lesquelles, le report des échéances électorales, le processus DDR et la création d'une commission vérité-justice-réconciliation.

Cette rencontre de Bangui qui a réuni tous les protagonistes de la crise centrafricaine, a tenu ses promesses, estiment les organisateurs. « Le Forum de Bangui a mis les Centrafricains et les Centrafricaines au chevet de leur propre pays pour un exercice démocratique modèle », s'est réjoui le général Babacar Gaye, le chef de la mission onusienne en RCA. Il a, à cette occasion, appelé la communauté internationale à « se mobiliser autour de la Centrafrique pour l'accompagner sur le chemin de la paix ».

Lors de la cérémonie de clôture ce lundi, les participants ont formulé des recommandations relatives aux différentes thématiques examinées en commissions : Au chapitre politique, le forum a proposé un léger décalage du calendrier électoral pour permettre à l'Autorité nationale des élections de réunir tous les moyens nécessaires au processus. Les présidentielle et législatives sont prévues en juillet 2015, mais compte tenu des conditions actuelles « ces dernières ne pouvant avoir lieu ni en juin, ni en juillet, le forum recommande un report de 3 à 6 mois ».

La question du possible report du processus de transition devra être soumis à l'approbation des chefs d'État de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), ont fait savoir les participants. Ils ont par ailleurs recommandé le maintien de l'équipe actuelle de la transition, notamment la présidente Catherine

Samba Panza, le Premier ministre, Mahamat Kamoun et le président du Parlement transitoire, Alexandre Ferdinand Nguendet.

Sur le volet paix et sécurité, le forum a exigé le désarmement intégral de tous les groupes armés. La signature dimanche d'un accord de Désarmement, démobilisation et réinsertion des groupes armés par les Séléka et anti-balaka, a été l'évènement marquant de ce forum. Les mêmes groupes armés se sont engagés en marge de ce dialogue, à libérer les quelques dix mille enfants soldats enrôlés dans leurs rangs. Plusieurs chefs rebelles ont assuré le 5 mai dernier, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) qu'ils renoncent à recruter des enfants à l'avenir. Des manifestations devant l'Assemblée nationale

En vue d'une réconciliation véritable entre toutes les communautés, le forum a proposé le vote d'une nouvelle loi sur la liberté religieuse et la laïcité, et la création d'une

commission Vérité-justice-réconciliation. D'après le forum, cette commission va poursuivre entre autres l'œuvre de la réconciliation nationale, la réparation et la prise en charge des victimes des atrocités, la poursuite des présumés coupables des crimes graves.

Quelques délégués des anti-balaka qui réclamaient la démission de Catherine Samba-Panza, la libération des séléka et anti-balaka arrêtés, des sièges au Parlement transitoire..., ont boycotté la cérémonie de clôture du forum. Ils se disent mécontents de la manière dont les discussions en plénière ont été menées. Ils accusent le présidium de la séance d'avoir fait preuve de parti pris. Les manifestants ont tenté de braver les cordons de sécurité dressés par les forces de la Minusca autour de l'Assemblée nationale, où se déroulait la cérémonie.

Fiacre Kombo



Assurances et Réassurances du Congo

Assurances

- Assurance Incendie
- Assurance Transport
- Assurance Multirisques Habitation
- Assurance Glaces Voiture
- Assurance Responsabilité Civile

Réassurances

- Assurance Combustion
- Assurance Inondation
- Assurance Voyage
- Assurance Evénementiel

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Notre service est à votre écoute !!

Agence B2I - Avenue de la Liberté - Congo - Tél : (+242) 01 59 12 88 / 11 08 16 38
 Agence P&R - 128 Avenue de la Liberté - Congo - Tél : (+242) 01 59 16 43 / 11 02 88
 Email : ar@ar-congo.com - www.ar-congo.com

CARAÏBES

François Hollande inaugure un Mémorial de la traite et de l'esclavage

En visite dans les Caraïbes, le président français François Hollande a tenu à se recueillir devant la tombe du chanteur de la négritude Aimé Césaire, le 9 mai en Martinique. Puis, il s'est rendu en Guadeloupe pour inaugurer, le 10 mai, un Mémorial dédié aux victimes de l'esclavage. Il était accompagné par la ministre de la Justice, Christiane Taubira.

François Hollande : « Aimé Césaire un homme exceptionnel » épris de justice et d'émancipation. Pour François Hollande, le poète martiniquais Aimé Césaire est « un homme exceptionnel qui a embrassé les causes de la justice et de l'émancipation ». Devant sa stèle, le président français a déclaré : « on est ému de sa culture, de ses mots et de son texte. C'est pour cela qu'il n'était pas imaginable dans ce déplacement caribéen de venir sans m'incliner sur sa sépulture ».

Décédé en 2008, selon lui, Aimé Césaire « est à la fois un poète, un écrivain, un auteur puissant qui a considérablement donné de la fierté à la cause qui a été la sienne et aussi un homme politique qui a changé la Martinique et l'ensemble des Antilles ».

Le Mémorial ACTe, le plus grand Musée à la mémoire des victimes de l'esclavage

Dans la foulée, François Hollande s'est rendu, le 10 mai, à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, où il a inauguré le Mémorial ACTe, le plus grand musée du monde érigé en la mémoire des victimes de l'esclavage. L'événement

s'est déroulé en présence d'une vingtaine des chefs d'Etat, dont trois chefs d'Etat africains, le Sénégalais Macky Sall, le Malien Ibrahim Boubacar Keïta, le Béninois Thomas Boni Yayi et le président d'Haïti Michel Martelly, de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) Michaëlle Jean, d'une vingtaine de ministres caribéens ainsi que de plusieurs représentants.

L'inauguration du centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage a eu lieu lors de la journée nationale de commémoration de la traite et des abolitions. Au cours de la visite, François Hollande s'est attardé sur les 10 traités de Bartolomé de las Casas. Il a dénoncé le sort fait aux indigènes.

Sur le cahier d'or, François Hollande a écrit : « c'est avec émotion que j'ai inauguré le mémorial ACTe. Les oeuvres exposées, les faits restitués, les personnages rappelés, et surtout le souvenir des femmes, hommes, enfants victimes de la traite, nous font obligation de ne rien oublier et de lutter encore aujourd'hui pour la dignité humaine ». Pour Mi-



François Hollande visite l'exposition permanente du Mémorial ACTe lors de l'inauguration de ce plus grand centre du monde dédié à l'histoire de la traite, le 10 mai 2015 à Pointe-à-Pitre (Martinique) (Photo Nicolas Derne. AFP)

chaëlle Jean, « l'avenir n'est rien si on ne se souvient pas », citant Aimé Césaire.

La question de la réparation et les « nouveaux négriers »

Il faut rappeler que l'Afrique et plusieurs associations soutiennent le principe de réparation pour les descendants d'esclaves. Alors que François Hollande a toujours manifesté son opposition à « l'impossible réparation », la France prônant plutôt un crime contre l'humanité.

Refusant toute indemnité financière, il a répliqué : « la seule dette qui doit être réglée est de faire avancer l'humanité ». Puis il s'est insurgé contre les « nouveaux négriers », tels les passeurs de migrants en Méditerranée, ou certains groupes terroristes, tout en écartant tout amalgame entre l'esclavage passé, système légal, et les formes présentes d'esclavage, condamnées par les institutions internationales. Le Mémorial ACTe est érigé sur une ancienne vinaigrerie où le travail

forcé faisait encore cours au 19^e siècle. Ce lieu « permettra à la Guadeloupe et au-delà à la Caraïbe tout entière, avec un lien profond avec l'Afrique, de dire au monde que ce combat pour la dignité humaine n'est pas achevé », a déclaré François Hollande. Cette oeuvre architecturale, représentant désormais un lieu d'expression sur l'esclavage a été érigée avec l'ambition d'apaiser la mémoire douloureuse des descendants d'esclaves.

Noël Ndong

SOUVENIRS

Brazzaville a commémoré la fin de la deuxième Guerre mondiale

Ce 8 mai, la France a commémoré le 70^e anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et la fin de la seconde Guerre mondiale en Europe. Signée en deux temps, la capitulation de l'armée du Reich a mis fin à un conflit qui fit plus de 36 millions de morts sur le continent.

Au Congo, comme à chaque année, une cérémonie s'est tenue dans l'enceinte de l'École préparatoire Général-Leclerc, en présence du chef d'état-major général adjoint des Forces armées congolaises (FAC), des ambassadeurs d'Allemagne et de France au Congo, ainsi que du président de l'Office national des anciens combattants du Congo.

La cérémonie a été marquée par deux temps forts. D'abord le message adressé aux anciens combattants partout dans le monde. Celui du secrétaire d'État français auprès du ministère de la Défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire, lu par le conseiller à l'état-major des FAC, le lieutenant-colonel Laurent Emerand. Au nom de la France, il a salué la mémoire de toutes celles et de tous ceux qui ont souffert de privations, d'exactions, de massacres durant ces années qui mirent l'Europe à feu et à sang. Un appel au commun des mortels a été lancé de se souvenir de cette jeunesse sacrifiée par la guerre et à cette génération de combattants et de résistants qui rendirent à la France sa liberté et sa fierté.

Deuxième temps fort : la remise des distinctions à cinq anciens combattants méritants, le dépôt de plusieurs gerbes de fleurs au bas du monument dédié au Général-Leclerc suivi de la sonnerie aux morts et enfin l'exécution des hymnes nationaux.

« Je suis très content de ce que la France n'oublie jamais ces compagnons d'armes ; elle est reconnaissante et pense à nous de temps en temps. Cette décoration est un droit pour tous ceux qui ont servi la France et tous ceux qui ont fait la campagne », a déclaré un ancien combattant.

L'attaché de défense près l'ambassade de France au Congo, le colonel Bruno Malet, sur la leçon à retenir, a souligné « que quand on a des différends avec son voisin, il faut tout faire pour essayer de les régler dans la paix ».

Guillaume Ondzé

EXPO-2015

Une grande foire où la politique a son mot à dire

C'est sur le thème de l'alimentation et de l'énergie que se tient cette foire qui prend fin le 31 octobre prochain à Milan. Plusieurs autres aspects de la vie y sont aussi évoqués.

Ouverte le 1er mai dernier, l'Exposition universelle de Milan, Expo-2015, est une gigantesque entreprise qui touche à divers thèmes de la vie contemporaine. Le mieux-vivre général passe en effet par une meilleure manière de vivre l'urbanité, une alimentation assurée à tous avec le moins d'impact écologique possible, un développement durable mais aussi de la bonne politique. Car toutes les idées émises par des dizaines de participants dans les stands des 140 pays participants, les conférences et les événements journaliers, ne sauraient trouver un début d'application sans les politiques.

C'est en politique justement que Mme Federica Mogherini, Italienne responsable de la politique étrangère de l'Union européenne est venue à l'Expo samedi. Elle a appelé les 28 membres de cette union à avoir un regard circulaire des problèmes dans le monde d'aujourd'hui. Les 8 et 9 mai, l'Europe a fêté les 70 ans de l'écrasement du régime nazi en Allemagne – sa libération. Mais Mme Mogherini a averti que « cette victoire s'est

faite sur les nazis, pas sur tous les maux qui minent la vie en société et qui appellent d'autres combats aujourd'hui ».

« Les défis auxquels nous sommes confrontés ne sont pas moins dramatiques et périlleux : la faim, le désespoir, la guerre tout autour de nous, l'inégalité dans l'accès aux ressources. Ces défis, nous devons en assumer la responsabilité, dans le monde aussi, et en regardant à l'intérieur des frontières », a-t-elle dit alors qu'elle visitait l'Expo en compagnie du président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz. Tous deux sont venus à l'Exposition universelle pour inaugurer le pavillon de l'Union européenne dont le thème conducteur est lié au pain.

Elle a appelé l'Europe à se réveiller car il y a urgence, notamment en matière d'immigration : chaque jour qui passe augmente le nombre de morts en Méditerranée. « Honte que l'Europe se réveille quand elle est confrontée à des morts. Il faut résoudre le problème de la Libye, car, tant qu'il ne sera pas résolu, il y aura là un corridor incontrôlé, parfait pour tous ceux qui veulent se livrer au trafic de migrants », a lancé Mme Mogherini. « Solidarité majeure », a de son côté recommandé Martin Schulz.

Les deux responsables, tous de gauche, partagent la conviction que le drame de l'immigration est aussi alimenté, si l'on peut dire, par la pauvreté, l'instabilité et la faim. Le tout dans un contexte en contraste, qui voit la croissance économique s'amorcer en Europe où on devient de plus en plus réticent à l'accueil des autres ; un prix du pétrole stagné à un plus bas et un prix des denrées alimentaires lui aussi en nette flexion selon l'Organisation des nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), dont le siège est à Rome. Théoriquement, avec une baisse de 2% sur le lait, par exemple ces dernières semaines, et une baisse des prix internationaux, cela devrait stimuler les importations de lait en Afrique. Atout dans la lutte contre la faim, mais couteau à double tranchant pour la balance commerciale. Autre bonne nouvelle : le continent, jusqu'ici producteur-exportateur est devenu producteur-exportateur-consommateur de son propre sucre. La conjoncture internationale est donc favorable sur le marché des denrées alimentaires. Mais comment une donnée mathématique peut-elle atteindre un migrant parti depuis des mois de chez lui et le dissuader de ne pas courir le risque de mourir en mer pour gagner l'Europe!

Lucien Mpama

MUSIQUE

La cité royale de Mbé accueille le lancement national du Fespam

C'est à Mbé, une bourgade historique du royaume Téké située à 150 kilomètres de Brazzaville que le ministre de la Culture et des arts, Jean Claude Gakosso, a donné le 9 mai, le coup d'envoi de la campagne de promotion de la 10^{ème} édition du Festival panafricain de musique (Fespam). C'était en présence de sa majesté le roi Auguste Nguembo et ses vassaux, du ministre du Tourisme et de l'environnement Josué Rodrigue Nguonimba, et de la représentante de l'Unesco au Congo Ana Elisa de Santana Afonso.

La cour de l'ancien palais royal était investie pour accueillir cette cérémonie de lancement qui s'est faite uniquement aux rythmes des chants et danses traditionnels des groupes de la contrée comme Manstiémé, Obitan, et l'association des jeunes du district de Ngabé à travers le groupe Simba Nsakala.

Depuis vingt ans le Congo organise sans discontinuité le Fespam, rassemblant à chaque

édition des milliers d'artistes et d'experts, des mélomanes, des producteurs et des promoteurs sans oublier des touristes. « Aujourd'hui de Kinkala à Brazzaville, d'Ignié, et de Ngabé nous sommes venus réactiver les feux des origines et nous abreuver aux sources de la tradition. Celle qui fait que tout en étant authentiquement nous-mêmes nous tendions la main à des humains différents venus d'autres cieux », a souligné Dieudonné Moyongo Commissaire général du Fespam.

La représentante de l'Unesco Ana Elisa de Santana Afonso a souligné l'implication des autorités de Mbé dans cet événement. Ainsi, a-t-elle reconnu grâce à sa légendaire hospitalité et à sa redoutable force de résistance, le royaume Téké a été l'un des acteurs clés de l'histoire des relations diplomatiques entre l'Afrique et l'Europe.

Elle a ensuite salué le choix porté sur le domaine royal de Mbé comme lieu de lancement de cette édition du Fespam

« les tambours de Mbé lieu de mémoire, lieu sacré, lieu d'histoire, lieu d'un riche savoir sur l'environnement et l'adminis-

et acteurs culturels africains à y prendre part », a-t-elle renchéri.

En sa qualité de Vice-présidente du Comité directeur du

Mbé Village de rassemblement

Situé dans le district de Ngabé, Mbé est un village historique. C'est dans ce village que fut signé le 10 septembre 1883 le traité d'amitié entre la France et le royaume téké. La France représentée par l'explorateur Pierre Savorgnan de Brazza et le royaume téké par sa majesté le roi Ilo Ilo 1^{er}. « À cette époque il n'avait jamais été question d'une quelconque cession du royaume à une puissance quelconque. Ce fut un traité d'amitié à l'issue de longues et âpres négociations. Car si le souverain Téké connaissait les intentions réelles du visiteur il en serait autrement », a souligné sa majesté le roi Auguste Nguembo.

C'est aussi à Mbé que le roi administrait le royaume limité au nord par la forêt équatoriale qui borde la cuvette centrale, à l'ouest par la province gabonaise de l'Ogooué, au sud par le département du Niari et à l'est par la province du Bandundu en République démocratique du Congo. Le royaume téké était un grand empire qui s'appelait Ngoumou et qui comprenait aussi les royaumes Loango en République du Congo et au Gabon. La plus grande partie du royaume Téké se situe au Congo berceau de la culture et de la conservation du patrimoine Téké.

Mbé signifie en langue téké le village de rassemblement, carrefour de toute la civilisation téké. C'est donc un village d'attraction de tous les Batékés et pour tout le symbolisme qu'il représente pour eux. Cette cité royale est en voie d'être inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

tration territoriale annoncent au monde que le fespam aura bel et bien lieu cette année. Les griots de Djimi exhortent les gouvernements, les médiateurs

Fespam, la représentante de l'Unesco a joint sa voix à celle du gouvernement du Congo pour lancer un appel aux Etats africains et aux mécènes de

façon à contribuer financièrement et à soutenir la participation des musiciens à cette édition du Fespam.

Le roi remet deux symboles au ministre de la Culture.

Comme c'est le cas à chaque cérémonie de lancement du Fespam, le ministre de la Culture joue un instrument de musique. À Mbé, avant ce cérémonial sa majesté le Roi Auguste Nguembo a remis à Jean Claude Gakosso le « Ba », instrument annonciateur du message d'un dignitaire et le « Onkou » instrument de musique traditionnelle symbole de la joie, l'amour et la paix. Une manière pour l'autorité royale d'affirmer son soutien indéfectible à cette édition. Le lancement de cette édition a ainsi été donné par le son des cornes de buffle.

La 10^{ème} édition du Fespam aura lieu du 18 au 25 juillet à Brazzaville sur le thème « la dynamique des musiques africaines dans la diversité des expressions culturelles ».

Hermione Désirée Ngoma

COMMÉMORATION

Les images de la deuxième Guerre mondiale, 70 ans après

Le 9 mai dernier, la Russie a commémoré la fin de la seconde Guerre mondiale. En prélude à la célébration de cette journée, l'ambassade de ce pays en République du Congo a organisé à la bibliothèque nationale à Brazzaville une exposition-photos liées à cette guerre considérée comme la plus sanglante de l'histoire de l'humanité.

De 1939- 1945, le monde entier a basculé dans une série de violences sans pareilles, qui a entraîné l'humanité dans une guerre mondiale, la deuxième du genre endeuillant plusieurs états, et au premier plan l'ex Union Soviétique qui a payé le plus lourd tribut. Ce plus grand conflit que l'humanité n'ait jamais connu, causé par l'agression nazisme allemande, s'est soldé par la victoire de l'Union soviétique et ses alliés occidentaux le 8 Mai 1945 avec la capitulation du fascisme hitlérien. D'où, en occident, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis célèbrent cette victoire le 8 Mai de chaque année. Mais les Russes qui considèrent que la guerre s'est terminée un jour après, parce qu'il fallait libérer la Tchécoslovaquie, la célèbrent le 9 Mai.

C'est ainsi qu'en prélude à la soirée commémorative, l'ambassadeur de la Russie en République du Congo, Valery Mikhaïlov, qui avait à ses côtés, le directeur de cabinet du ministre de la Culture et des arts, Célestin Akoulafoua, des directeurs de la Bibliothèque nationale, François Ondayi-Akiera et celui du

Centre culturel russe, Sergey Belyaev, a choisi la Bibliothèque nationale comme institution culturelle, pour organiser cette exposition photos. La Bibliothèque nationale a en effet pour entre autres missions, de faire des expositions des auteurs, des écrivains et des artistes, en plus de la lecture.

Dans son speech, l'ambassadeur de la Russie en République du Congo, a déclaré que la deuxième guerre mondiale a été la plus sanglante des guerres de toute l'histoire de l'humanité. Elle a connu l'utilisation de l'arme nucléaire. Tous les pays dit-il, qui ont combattu contre le fascisme ont prouvé qu'ils étaient capables de surmonter n'importe quelle difficulté.

Valery Mikhaïlov, a annoncé qu'après la célébration des 70 ans de la fin de la deuxième guerre mondiale, son pays y compris l'ambassade de la Russie en République du Congo, célébreront également le 70^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation des nations unies (ONU). Car, ajoute-t-il, si jusqu'à ce jour le monde est épargné d'une autre guerre mondiale,



L'ambassadeur de la Russie au Congo, l'administrateur du CCR Roger Kanza et le directeur de la Bibliothèque nationale / (DR)

c'est grâce à l'ONU. Il s'est opposé à l'idée d'une troisième guerre mondiale, tout en invitant les uns et les autres à combattre la déformation de l'histoire et à arrêter le mensonge.

Très ému de recevoir cette exposition dans ses locaux, le directeur de la Bibliothèque nationale, François Ondayi-Akiera, a lu le poème Katioucha de

Mikhaïl Isakovski, avant d'entonner une chanson très populaire en Russie, sur la deuxième guerre mondiale.

Les images exposées

Plusieurs images consacrées à la cette guerre ont été exposées. Il s'agit entre autres de : Comment as-tu aidé le front, toi ? Les nuits quand les fascistes survolent les rues ; Tais-toi ! Soldat de l'armée rouge, aide-nous ! L'ennemi n'échappera pas à la vengeance populaire ! Nous écraserons et détruirons l'ennemi sans pitié ! La mort au fascisme ! Nos forces sont intarissables ; Nous jurons de défendre les grandes réalisations de la révolution d'octobre jusqu'à la dernière goutte de sang ! Sans partout progressiste ! Tu nous as redonné la vie ! Nous

reconstruirons... Les salves retentissent triomphalement et sévèrement... ; Gloire aux vainqueurs ! Apprends à défendre la patrie ! Notre drapeau est celui de la victoire ; Dans cette guerre que l'image courageuse de nos vaillants aïeux vous inspire ; Les partisans, battez l'ennemi sans pitié ! Nous ne céderons pas les réalisations de la révolution d'octobre ; Buvons l'eau de notre Dniepr natal, nous buvons l'eau de Pruth de Neman et de Bouge ! Gloire à l'armée héroïque victorieuse ; L'ennemi est perfide, sois vigilant ! Au soldat vainqueur- l'Amour de tout le peuple ! Nous vous ramènerons la victoire ! Nous n'avons qu'une visée : Berlin ; Le plan est clair ; Mettons-nous vite au travail...

Bruno Okokana



Les photos de la seconde Guerre Mondiale

SIGNATURE DE CONVENTION DE PARTENARIAT

Bolloré Africa Logistics fait un don de 23 millions de FCFA et d'un véhicule 4X4 de marque Mitsubishi à l'ONG ASI

Le siège social d'Actions de Solidarité internationale(ASI), situé dans le troisième arrondissement Tié-Tié a abrité, mardi 14 avril, la cérémonie relative à la signature de la convention de partenariat entre Bolloré Africa Logistics Congo et l'ONG ASI. Les documents dudit partenariat ont été paraphés par Pierre Bellerose, directeur général pays Bolloré Africa Logistics et Bonte Luc-Antoine, coordinateur du projet ASI Pointe-Noire.

Dans le cadre de sa politique de développement durable, le groupe Bolloré Africa Logistics s'est engagé à concilier ses activités avec sa mission sociale. Pour se faire, le groupe s'est établi une culture d'entreprise basée sur le sens de la responsabilité sociétale, ce qui fait que depuis un certain temps, il ne cesse de poser des actions probantes au profit de la population. En réalité, Bolloré Africa Logistics soutient et encourage les initiatives d'acteurs locaux et étrangers engagés dans les actions sociales et sociétales sous toutes ses formes. Pour preuve, il vient de signer une convention de partenariat avec l'ONG ASI, dans le but d'aider les jeunes filles vivant dans la rue, tout en leur proposant des solutions d'hébergement ou de logement fiable et un accompagnement social.



Dans son mot de circonstance, Patricia Ekey-Misse, responsable communication et développement durable à Bolloré Africa Logistics a rappelé qu'en qualité d'entreprise citoyenne, Bolloré Africa Logistics prend en compte l'éclatement de la jeunesse congolaise « le centre ASI fait un travail formidable que nous soutenons financièrement mais également par la prise en stage dans nos ateliers de ces jeunes filles qui sont formées pour certaines à la mécanique, à la soudure et autres métiers », a-t-elle dit. Pour sa part, Bonte Luc-Antoine a

reconnu que, grâce à ce don composé d'une enveloppe de vingt trois millions de francs CFA et d'un véhicule 4X4 de marque Mitsubishi, son ONG va pouvoir améliorer la qualité de son intervention en rue, mais également aller plus loin et sécuriser son équipe mobile dans les quartiers sensibles « l'engagement de la société Bolloré Africa Logistics à nos côtés nous permet aujourd'hui de relever un défi majeur, à savoir : l'hébergement des bénéficiaires les plus vulnérables. En effet, nous avons grâce à l'appui de notre partenaire pu

ouvrir un logement collectif au début de ce mois », a-t-il dit.

Il s'agit là, d'un geste de cœur qui va permettre à ASI de continuer la prise en charge santé et alimentaire de ces filles, d'augmenter également la prise en charge sociale ainsi que son accompagnement en rue. C'est en effet, un partenariat précieux qui donne de l'espoir à ces jeunes filles. Car, trois d'entre elles intégreront prochainement un stage dans la société Bolloré en tant que soudeuses ou mécaniciennes.

Rappelons que l'ONG ASI a pour but d'Améliorer les conditions de vie des jeunes filles en situation de rue à Pointe-Noire et les accompagner dans la réalisation d'un projet de vie. Depuis une année, son centre a accueilli 218 jeunes filles mineures et 32 enfants. Dans un premier temps, le centre apporte une réponse à leurs besoins essentiels, c'est-à-dire, manger, dormir, se soigner et prendre soin de leurs enfants via sa crèche etc... Le centre leur propose également des activités d'alphabétisation, des activités socioculturelles et artistiques, des focus de sensibilisation sur des problématiques de santé et d'hygiène.



Annnonce Total E&P Congo

Projet « Classes Renforcées » au Lycée Victor Augagneur
Concours d'entrée 2015

Dans le cadre de sa politique de Développement Durable, Total E&P Congo, en relation avec le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire chargé de l'Alphabétisation, soutient un projet qui vise à mettre en place des classes renforcées, à partir de la seconde, au lycée Victor Augagneur.

Soixante (60) élèves, au maximum, de nationalité congolaise seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième), pour constituer deux classes de seconde. Le concours sera organisé à Pointe-Noire du 15 au 16 Juillet 2015 à la suite d'une présélection sur dossier.

Ce dispositif d'excellence permet à ces élèves de suivre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le bac congolais, série S pour le bac français, et de les préparer à une meilleure intégration dans l'enseignement supérieur.

Le projet s'engage à prendre en charge certains frais : livres scolaires (au programme français), calculatrices scientifiques, frais d'inscriptions aux examens. Le reste des frais occasionnés par la scolarité des élèves sera à la charge des parents d'élèves.

Les élèves de 3ème intéressés doivent constituer un dossier de candidature contenant :

- Note du BEPC blanc organisé par la Direction Départementale ;
- Moyenne générale de l'année ;
- Bulletins scolaires des classes de 3ème et de 4ème ;
- Copie de l'acte de naissance ;
- Photos d'identité (2) ;
- Certificat de nationalité.

Les élèves doivent avoir entre 13 et 16 ans aux dates de déroulement du concours.

Les dossiers de candidature doivent être déposés à la Direction départementale de l'enseignement primaire et secondaire du département d'inscription du candidat ou au secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire.

Le dépôt des dossiers se fera du 02 au 31 mai 2015.



Annnonce Total E&P Congo

Concours d'entrée 2015 dans les classes renforcées
au Lycée Victor Augagneur

Les élèves ayant déposé leur dossier de candidature au concours d'entrée dans les classes renforcées et ne sachant pas s'ils ont été retenus doivent se rapprocher :

- Du lycée Victor Augagneur à Pointe-Noire ;
- ou de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire, ou, du collège d'appartenance.

Pour les élèves dont les dossiers ont été retenus, une réunion d'information obligatoire se déroulera au Lycée Victor Augagneur le Vendredi 10 Juillet 2015 à 10h00.

Les modalités, les horaires et le déroulement du concours leur seront précisés.

Le concours se déroulera du Mercredi 15 au Jeudi 16 Juillet 2015 au Lycée Victor Augagneur, suivant le planning ci-après :

- Mercredi 15 Juillet 2015

09h – 11h30: Mathématiques
14h – 16h30: Français

- Jeudi 16 Juillet 2015

09h – 11h30 : Physique chimie

Attention : les élèves doivent absolument se présenter au concours munis d'une pièce d'identité.



DIALOGUE POLITIQUE

Le « Oui » mais de l'opposition

De manière quasi unanime, les opposants donnent leur accord de principe pour cet échange citoyen mais redoutent un éventuel glissement du mandat présidentiel au-delà de 2016.

Sur le principe, l'opposition est d'accord d'engager des négociations avec le pouvoir pour autant que cette démarche ne compromette pas le processus électoral en cours. Telle est la perception développée aujourd'hui par les opposants en rapport avec la sollicitation dont ils sont l'objet de la part du chef de l'État. Il n'est un secret pour personne que le camp kabaliste tient mordicus à réunir autour d'une même table, toutes les sensibilités sociopolitiques du pays dans le cadre d'un échange inclusif sur des sujets d'intérêt national. Les concertations nationales ayant échoué dans leur idéal politique pour n'avoir pas réussi à sceller la réconciliation nationale tant souhaitée, Joseph Kabila dont les partisans tiennent à le voir se maintenir au-delà de 2016, n'a d'autre alternative que de forcer un consensus politique.

En s'alliant les principales forces politiques et sociales du pays à travers un échange inclusif, il est clair qu'une nouvelle donne politique sera mise en branle, rendant ainsi caduque tout ce qui a été fait. D'où les appréhensions que suscite ce dialogue dans le chef d'une poignée d'opposants qui redoutent tout basculement vers une transition politique sur fond de redistribution des cartes. Dans le camp de l'opposition, une vive controverse s'est installée sur l'opportunité d'adhérer ou non à cette initiative. Si le principe est acté, les termes de référence (date, format, ordre du jour, nombre des participants, exigence de parité, quitus de la communauté internationale, etc.) posent encore



Des opposants congolais lors de leur dernière visite aux USA

problème. Les principaux leaders de l'opposition que l'émissaire de Joseph Kabila a rencontré la semaine dernière ont, dans l'ensemble, donné leur accord de principe tout en redoutant un éventuel glissement du mandat présidentiel dont la fin est prévue en 2016. L'opposition fait assortir sa participation à ce forum de quelques préalables au nombre desquels, l'enrôlement des nouveaux majeurs, le recadrage du processus électoral, l'audit du fichier électoral, les garanties de Kabila de ne pas se représenter en 2016 etc. Pour des analystes avertis, ces préalables sont de faux prétextes, car en réalité, les opposants sont dans un schéma de partage du pouvoir avec le régime. C'est pour eux, la seule issue pour se trouver les moyens de financer leurs partis en prévision des échéances électorales dont ils ne sont pas prêts à affronter, faute de préparation. En effet, aller aux élections à l'heure qu'il est, pour la plupart des partis politiques de l'opposition, équivaudrait à un suicide d'autant plus qu'ils n'ont pas les moyens financiers pour battre campagne ni pour déployer leurs candidats. C'est donc un discours ambiguë que tient l'opposition tout

en sachant qu'en se jetant à corps perdu dans ce projet de dialogue, elle consacre indirectement le schéma du glissement, surtout lorsqu'on connaît l'élasticité qui caractérisent souvent ces genres d'assises.

Entre-temps, l'offre de la primature qu'aurait fait miroiter l'émissaire de Joseph Kabila à l'opposition constitue un appât pour ses membres plus que jamais obnubilés par l'envie de revenir aux affaires. Au moment où la plupart des partis de l'opposition continuent à faire la moue, l'opposition républicaine (plate-forme de partis réunis autour du président du Sénat Kengo Wa Dondo) s'est prononcée en faveur du dialogue. Il en est de même de l'UDPS d'Etienne Tshisekedi qui, dans une démarche unilatérale, serait prête - à en croire certaines indiscretions - à accorder à Joseph Kabila un nouveau bail de trois ans contre promesse de briguer la primature.

Le camp kabaliste qui a laissé à l'opposition l'initiative de proposer des termes de référence à ce forum sait à quel moment elle pourra s'interposer pour recadrer les choses par rapport à ses intérêts. Dossier à suivre.

Alain Diasso

ASSEMBLÉE NATIONALE

L'opposition boycotte les plénières!

Les présidents des quatre groupes parlementaires de l'opposition ont signifié la suspension de leur participation aux travaux parlementaires jusqu'à ce qu'une option claire soit levée sur la question d'examen de motions de défiance.

Les opposants se considèrent toujours comme les mal aimés à la chambre basse du Parlement. Toutes leurs initiatives de contrôle parlementaire sont, d'après eux, bloquées par la majorité qui a toujours évité à ce qu'elles aillent jusqu'au bout. Il en est de même des motions de défiance à l'encontre de certains membres du gouvernement généralement étouffées dans l'œuf, sans donner lieu au débat attendu dans l'opinion. Le dernier cas en date est celui de la motion de défiance contre le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, Evariste Boshab, bloqué par une motion incidentielle du député Shadari de la majorité.

Un fâcheux précédent pour l'opposition parlementaire qui, dans une correspondance adressée au bureau de l'institution, fustige l'attitude partisane du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. Ce dernier violerait, selon elle, constamment le règlement intérieur de la chambre basse en jouant le jeu de son camp politique. C'est en guise de contestation contre cette façon d'agir que les quatre groupes parlementaires de l'opposition ont annoncé leur suspension aux travaux parlementaires jusqu'à ce qu'une option claire soit levée sur la question d'examen de motions de défiance.

Déjà lors de la séance plénière consacrée à l'examen de la motion de défiance adressée au vice-Premier ministre des PT-NTIC, Thomas Luhaka, la majorité d'opposants étaient quasi invisibles à l'hémicycle du Palais du peuple, y compris l'auteur de la motion. Estimant que le premier incident n'a pas encore été vidé, le député Puela et ses collègues n'ont pas vu l'opportunité de prendre part à cette dernière plénière où tout était réuni pour faire, une fois de plus, échec à ladite motion. Toutefois, cette décision est loin de faire l'unanimité au sein de l'opposition dont certains membres continuent de participer aux travaux comme si de rien n'était. Rappelons que depuis la législature de 2011, aucun membre du gouvernement n'est tombé suite à une motion de défiance. La majorité de motions de défiance sont soit bloquées par des motions incidentielles soit rejetées après retrait des signatures.

A.D.

FINANCES

Matata Ponyo disposé à accompagner la BCC

Lors de sa visite le 8 mai dans les installations de la Banque centrale du Congo (BCC), le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo Mapon, qui soutient les réformes entreprises par cet institut d'émission sous la houlette du gouverneur Deogratias Mutombo Mwana Nyembo promet de l'accompagner dans ses efforts de gouvernance.

Tout en instruisant les autorités de l'institut d'émission à privilégier la bonne gouvernance comme mode de gestion, Matata Ponyo souligne qu'avant d'obtenir toute aide extérieure, il est important que la BCC fasse preuve d'une ferme volonté d'avancer. « Si la BCC peut disposer des meilleurs défenseurs, je compte parmi ceux-là », soutient-il, tout en ajoutant que la bonne gouvernance est synonyme de la rationalisation des dépenses. « Je suis disposé à accompagner la BCC, mais il faut que ça

soit un travail d'équipe. Nous souhaitons que la BCC avance. Tant que la BCC manifesterait sa volonté d'avancer en termes de gouvernance, elle aura toujours le soutien du gouvernement », a renchéri Matata Ponyo. Accompagné du ministre de Finances, Henri Yav Muland et celui de l'Économie nationale, Modeste Bahati Lukwebo, Matata Ponyo a visité plusieurs directions de la BCC dont l'hôtel de monnaies, la trésorerie, la direction de ressources humaines, l'informatique... Satisfait de la visite du Premier ministre, le gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo, a expliqué à son hôte de marque les difficultés auxquelles fait face l'institut d'émission tel que l'état de délabrement des sièges provinciaux qui, faute d'être servis régulièrement par l'électricité de la Snél recourent aux groupes électrogènes.

En dépit de toutes ces difficultés, Deogratias Mutombo reconnaît que des efforts sont en train

d'être faits pour que les choses avancent. Pour corroborer ses propos, il évoque les travaux de réhabilitation des sièges provinciaux entamés depuis quelque temps sur fonds propres. Depuis qu'il est à la tête de la BCC, le gouverneur Deogratias Mutombo a initié plusieurs réformes, la dernière en date est l'accord de Swap. À ce sujet, Deogratias Mutombo explique au Premier ministre que la signature de l'accord de Swap interviendra le 29 mai. Au terme de cet accord, la Société financière Internationale (SFI) devra octroyer 50 millions USD à l'institut d'émission qui, à son tour, remettra l'équivalent en Francs congolais du même montant à la SFI. Avec ces fonds, la SFI devra éventuellement procéder à l'octroi des crédits en francs congolais aux petites et moyennes entreprises congolaises ainsi qu'au financement des projets de développement en RDC.

Aline Nzuzi

SANTÉ

L'ECC sensibilise sur la lutte contre le paludisme

Outre le ministère de la Santé publique, les confessions religieuses et la société civile ont un rôle à jouer dans la sensibilisation sur cette maladie qui affecte plus les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes.

C'est dans ce cadre que l'Église de Christ au Congo à travers sa structure santé rurale (Sanru) se lance dans une campagne de sensibilisation aux méthodes préventives contre cette maladie. Cette campagne menée à travers la ville de Kinshasa cible les leaders des marchés. L'objectif de cette campagne est d'appuyer le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) dans ses efforts de lutte contre cette maladie. Les moyens de lutte contre le paludisme sont connus. Cependant, cette maladie continue à semer la désolation dans les familles. Outre le traitement en cas de maladie, il est possible de la prévenir, comme l'a fait savoir le chef de projet malaria, le Dr Ferdinandine Phanzu. Pour elle, l'as-

sainissement est le moyen le plus efficace de prévention contre le paludisme. « Il faut assainir nos maisons. Éviter les eaux sales gradées quelque part pouvant favoriser la reproduction des moustiques. On doit bien aérer la maison et éviter même qu'il y ait des flaques d'eau à l'extérieur », conseille t-elle. En plus de l'assainissement du milieu, il est aussi recommandé à la population de recourir à l'utilisation correcte des moustiquaires imprégnées d'insecticide. En cas de maladie, il est conseillé de se rendre dans un centre le plus proche pour une prise en charge rapide des cas suspects de paludisme. Les études menées dans la lutte contre le paludisme montrent les dernières qu'en 2013, il a été enregistré, 198 millions de cas de paludisme qui ont causé 584.000 décès soit une diminution de la mortalité de 47% au niveau mondial par rapport à 2000 et 54% dans la Région africaine de l'OMS.

A.Nz.

SONAS

Des retraités réclament leurs indemnités de fin de carrière

L'enveloppe due aux anciens travailleurs de cette société est évaluée à plus de 800 mille dollars américains.

Le représentant des quatorze agents passifs, Lusamba Nsenda, a fait mention à Radio Okapi d'un jugement du tribunal de travail de Kinshasa en leur faveur. À l'en croire, la Société nationale d'assurances (Sonas) leur doit un montant global de 844 884 dollars américains correspondant au paiement de la grande partie de leurs indemnités de fin de carrière. « Pour toute la base du montant principal pour les quatorze personnes, on n'a payé que 303 172 dollars. Pour ce qui reste, nous devons avoir 844 884 dollars », a-t-il souligné, indiquant que l'indemnité de fin de carrière devait être payée quarante-huit heures après la date de la notification de fin de service.

La source a également souligné que la semaine dernière, ce groupe de retraités a obtenu du tribunal de travail de Kinshasa la saisie d'un compte de la Sonas. Ce qui aurait conduit les deux parties à signer un acte qui lève la



La direction générale de la Sonas

mesure de saisie de ce compte en vue de faciliter l'apurement des décomptes finals de ces agents à la retraite depuis 2008.

Citant le directeur financier de la Sonas, Luca Miruho Ntala, la radio onusienne parle d'une différence de chiffres. Le média note que ce directeur a reconnu que son institution doit de l'argent à ces retraités. Mais ce dernier n'a pas avancé les mêmes chiffres qu'eux. « Après une évaluation interne, c'est plus de 70 % de décomptes finals qui ont été payés. Ce qu'ils sont en train de réclamer pour l'instant, c'est beaucoup plus les

dommages et intérêts à la suite d'un jugement que nous nous refusons de qualifier. Mais nous nous plaignons tout de même de ce jugement qui parfois n'avait pas eu à tenir compte des arguments de la défense présentés par la Sonas », a-t-il souligné. Il y a peu, les activités au sein de cette entreprise étaient paralysées par des revendications des travailleurs qui réclamaient leurs arriérés de salaire. La société a eu recours à la police pour disperser ces revendications.

Lucien Dianzenza

VSV

Une formation des formateurs à l'éducation civique et électorale

Les bénéficiaires de cette activité organisée à Kinshasa sont les acteurs de la société civile de Kinshasa et de certaines autres provinces du pays.

Une vingtaine d'acteurs de la société civile de Kinshasa, de l'Équateur et de la Province Orientale suivent, depuis le 11 mai, au centre Theresianum, à Kintambo (Kinshasa), une formation des formateurs à l'éducation civique et électorale, organisée par la Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV). Cette activité rentre dans le cadre de la mise en œuvre et lance officiellement les activités du projet « Culture électorale à la base et respect des droits humains ».

Cette session de formation qui se clôturera le 15 mai à Kinshasa a pour objectif d'outiller les participants, acteurs de la société civile, des connaissances nécessaires sur l'éducation civique et électorale afin de leur permettre de mieux sensibiliser la population en la matière, de mieux former et informer la population sur le processus électoral, pour son appropriation effective. Parmi les exposés arrêtés pour les cinq jours des travaux, il y a notamment : « État des lieux du processus électoral en RDC », « Quid de la sensibilisation à l'éducation civique et électorale », « Quid de la démocratie », « Considérations générales sur l'organisation des élections démocratiques », « Monitoring de différentes phases du processus électoral », « Quid de l'État de droit et de la bonne gouvernance », « Monitoring des violations des droits humains liés au processus électoral en RDC », etc. Alors que dans les travaux en groupes, les participants établiront notamment sur les stratégies pour un monitoring efficace de la situation des droits humains pendant les différentes phases du processus électoral, etc.



Une vue des participants à la formation/Photo Adiac

Un projet étalé sur 3 ans

Les activités de ce projet, a noté la VSV, dans le mot d'orientation pédagogique de cette formation, seront mises en œuvre pendant trois ans par quatre ONG dont la VSV, Militant pour la paix et les droits de l'homme, Solidarité paysanne à large initiative et Paix et droits de l'Homme aujourd'hui basées respectivement à Kinshasa, à Gemena et Bumba (Équateur) et à Aketi (Province Orientale).

Ces activités, a également précisé la VSV, seront réalisées non seulement dans les cités de trois territoires précités mais également et surtout dans les différents secteurs et chefferies en milieu rural afin de faire acquiescer à la population qui y vit une vraie culture civique et électorale susceptible de contribuer à la lutte contre l'analphabétisme électoral dans la zone du projet.

Réussite du processus électoral La formation, est-il noté, se tient dans un contexte où des questions fusent notamment sur le respect du calendrier électoral publié par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). « Face à toutes ces préoccupations, il convient de noter qu'il appartient aux acteurs de la société civile dont nous faisons partie, de s'investir pour que le processus

électoral puisse réussir en RDC », a noté le Coordonnateur de la VSV, Peter Ntumba.

Pour la VSV, en effet, l'éducation civique et électorale est un processus important à travers lequel des activités d'information, d'éducation et de formation peuvent aider des électrices et électeurs à mieux comprendre le parcours susceptible d'aboutir à des élections réellement libres, transparentes et démocratiques. « C'est maintenant qu'il faut former et informer la population pour qu'elle puisse acquiescer une culture électorale durable », a souligné cette ONG qui a indiqué que ces activités ne devraient pas être menées à ma veille des scrutins

Le projet « Culture électorale à la base et respect des droits humains », financé par la Délégation de l'Union européenne en RDC, note-t-on, a pour objectifs global et spécifique de contribuer, à long terme, à la consolidation de la démocratie et au respect des droits humains dans la zone de l'action, à travers le renforcement des capacités de la population à la base, en éducation civique et électorale en vue d'une participation citoyenne responsable et une culture électorale durable en RDC.

L.D.

GRANDS LACS

Cent millions de dollars d'exportations informelles entre 2012 et 2014

Il s'agit d'une des nombreuses opportunités pour arriver à bâtir une économie solide dans la région. Profitant de sa visite en RDC, la directrice générale et directrice des opérations de la Banque mondiale (BM), Sri Mulyani Indrawati, plaide en faveur d'une intégration régionale pour préserver la paix et la stabilité.



Sri Mulyani

Les statistiques des exportations informelles sont une preuve de la capacité de la région des Grands lacs à produire autre chose que la guerre. Ces chiffres se rapportent précisément aux échanges informels entre la RDC, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et l'Ouganda. Au total, 100 millions de dollars américains US générés entre 2012 et 2014. Par conséquent, le commerce régional fait vivre des millions de familles dans ces pays. Selon une étude sur le commerce transfrontalier dans la région, les femmes représentent la majorité des petits commerçants transfrontaliers. « Elles sont trop souvent victimes d'harcèlement et de violences sexuelles. Elles sont contraintes de payer des pots-de-vin pour vendre leurs produits », a renchéri Sri Mulyani Indrawati.

Pour la directrice générale et ancienne ministre des Finances de l'Indonésie, les attentes existent bel et bien. « L'intégration régionale ne doit pas rester un concept abstrait, ni une opération périlleuse ». C'est son message essentiel à l'endroit des autorités congolaises. En effet, elle reste convaincue que la RDC trouvera un moyen de réduire la pauvreté et d'accentuer sa croissance économique en renforçant son commerce international avec ses voisins et bien au-delà. La réhabilitation de l'aéroport de Goma, par exemple, représente une opportunité de créer

un véritable réseau de transport vital pour les habitants de la région. Cela brisera leur isolement et renforcera leur moyen de contact avec les communautés voisines. Mais le plus important est sans doute l'impact réel sur le développement du secteur privé et le rétablissement des échanges commerciaux.

La nouvelle approche de la BM consiste justement à recentrer l'action sur la prévention et la mise en place des solutions adaptées pas seulement à un pays mais à l'ensemble des pays de la région. C'est donc une approche plus globale. Concrètement, il faut rappeler à cet effet que la BM et les Nations unies ont lancé depuis 2013 l'Initiative en faveur de la région des Grands lacs. « Nous apportons un appui financier de près de 1,3 milliard de dollars américains en faveur des projets de développement de production d'électricité hydraulique, de transports, des technologies de l'information, du commerce, des services de santé et de lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et contre les déplacements forcés », a dit Sri Mulyani Indrawati.

La BM apporte aussi un appui sans faille aux projets touchant le secteur de l'énergie pour accroître l'accès à cette précieuse source aux habitants de la région des Grands lacs.

Pour le groupe de la BM, il est important que cet appui soit maintenu pour préserver la paix et la stabilité. Il est important aussi de continuer à améliorer les moyens de subsistance dans les zones frontalières, à favoriser les échanges transfrontaliers et à renforcer les relations économiques. Et cela exigera des investissements dans des secteurs aussi stratégiques que les infrastructures aéroportuaires et les principaux axes de circulation. À l'instar de la communauté des pays d'Afrique de l'est qui a réussi à doubler et à intensifier leurs échanges commerciaux, les Grands lacs se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins. Certes les accords de paix sont cruciaux pour mettre un terme aux conflits mais leur impact sera fort limité si l'on ne cherche pas à garantir la paix durable, à améliorer les moyens de subsistance, à développer l'emploi et à redonner confiance en l'avenir, a-t-elle conclu.

Laurent Essolomwa

CINÉMA À GOMA

Le Skiff 2015 va célébrer les héros locaux méconnus

La dixième édition du Salaam Kivu international film festival (Skiff), festival de cinéma et d'autres arts visuels, se tiendra, du 3 au 12 juillet à Goma au Nord-Kivu comme à l'accoutumée, sur un thème assez éloquent de « Muda wa mashujaa ou Héros méconnus ».

Organisé par le centre culturel Yolé ! Africa de Goma qui fête à cette occasion ses quinze ans d'existence, ce festival de cinéma, dont les activités s'étendent à d'autres expressions artistiques (visuels) comme la musique, la danse et le théâtre, vise à participer à l'instauration de la paix dans cette partie est du pays souvent théâtre des conflits armés, d'autres formes de violences et d'insécurité. Et pour cette édition 2015, le directeur artistique du Skiff, le cinéaste et réalisateur Petna Ndaliko Katondolo, a indiqué : « Qui nous célébrons reflète qui et ce que nous apprécions ». Et il a continué : « Pendant près d'un siècle, les valeurs congolaises ont été déterminées par des forces extérieures. Nos institutions, notre autonomie et nos modèles ont été vendus soit aux enchères, soit aux plus offrants, soit à vil prix. Le thème du Skiff 2015 est la célébration de nos innombrables héros locaux méconnus actuellement mais qui ont contribué tant soit peu au relèvement de la RD Congo. Le festival

Skiff 2015 est cette rare occasion pour s'interroger sur le choix des héros en RD Congo : Qui choisit les héros ? Pourquoi et sur la base de quels critères ? Qui profite de ces choix des héros ? Notre objectif est de lutter contre l'amnésie sélective qui efface les héros congolais de l'histoire et de nous imposer nous-mêmes et au monde notre force, notre dignité et notre capacité d'auto-détermination ».

Le Skiff 2015, fait savoir Petna Ndaliko, va organiser une série d'événements, ainsi que la reconnaissance officielle de trois Congolais dont le dévouement extraordinaire et désintéressé à la Nation congolaise et à leurs communautés est une source d'inspiration pour tous. À l'occasion de la 10^e édition du Festival et du 15^e anniversaire du Centre Yolé ! Africa, les organisateurs offriront la dédicace de trois prix honorant les valeurs d'intégrité, de la non-violence et de l'autonomie, rapporte-t-on. Il s'agira notamment d'abord du Prix « Lumumba » avec à l'honneur une personne qui aura prouvé un leadership extraordinaire non-violent dans le domaine de la défense des Droits de l'homme. Le prix « Swahili » (en français : intellectuel) honorerait une personne qui se serait distinguée lui-même dans la recherche de la connaissance intellectuelle ou savante. En enfin, le prix « Sankofa » honorerait une



Petna Ndaliko, directeur artistique du Skiff dans une prise de vue

personne qui aura mis de façon exceptionnelle son prestige au service de la communauté.

Le Skiff 2015 s'ouvrira avec la projection du film « Virunga » (nommé par un Academy Award), un panel de discussions avec ses réalisateurs et son producteur interviendra après la projection. Plusieurs autres activités auront lieu au cours de cette 10^e édition du Festival telle l'exposition photos primées, « The enclave », de l'artiste Irlandais Richard Moses, en série d'ateliers de formations en cinéma et vidéo expérimentale avec des artistes de renommée internationale comme Ben Frost (USA), Mathieu Roy (Canada), Nelson Walker et Lynn True (États-Unis), et bien d'autres artistes et intellectuels célèbres. Il est également

prévu des ateliers de renforcement des capacités, des démonstrations, des spectacles et des discussions avec les artistes du Projet « Next Level » affilié à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill et le Département d'État des États-Unis d'Amérique, et un forum académique avec des représentants des Universités de Gomade et Kinshasa (RDC), de l'Université de Harvard (États-Unis), de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill (États-Unis), de l'Université du Wisconsin à Madison (États-Unis) et du Centre Universitaire Ston (États-Unis).

Par ailleurs, il y aura également la présentation de l'œuvre « Les Oubliés du Kivu » du célèbre chanteur congolais Ray Lema et Ballou Canta, Freddie Massamba et Rodrigo

Viana ; la présentation du spectacle « Cargo » du chorégraphe congolais Faustin Linyekula ; la plus prestigieuse compétition de danse Skiff 2015 ; la projection des films réalisés par les cinéastes professionnels et amateurs congolais dénommée « Congo Film Focus ». « Chaque jour qui passe emmène un plus au Yole ! Africa, mène vers les anniversaires et révolutionne le skiff. Des simples projections des films du cinéaste Petna Ndaliko sur la télévision publique et quelques séquences de filmage dans les artères principales de la ville, le skiff est devenu ce grand rendez-vous international de la culture et de l'art », soutient-on.

Après 15 ans de travail au profit de la communauté et du développement de la scène artistique et culturelle du Nord-Kivu, le Centre Yolé ! Africa va, en marge de cette 10^e édition du Skiff, dévoiler sa nouvelle vision, perspective. Notons que le Skiff draine, depuis ses débuts en 2005, des dizaines de milliers de festivaliers qui viennent communier lors de l'événement, pas simplement pour le développement de la scène culturelle de Goma et du Nord-Kivu, mais également pour la paix dans cette partie du pays très meurtrie par des guerres à répétition depuis plus de 15 ans.

Martin Enjimo

FOOTBALL

Situation difficile pour Dieumerci Mbokani et Junior Kabananga

Deux attaquants internationaux RD-congolais, Dieumerci Mbokani et Junior Kabananga, vivent une situation assez difficile dans leurs clubs respectifs, le Dinamo Kiev en Ukraine et le Cercle de Bruges en Belgique.

Pas assez à son aise au Dinamo Kiev depuis son arrivée en provenance d'Anderlecht il y a deux saisons, Dieumerci Mbokani Bezua (30 ans) est pratiquement sur le point de craquer. Il ne supporte pas de rester que son coach, Serhij Rebrov le laisse sur le banc des réserves, alors qu'il est considéré comme le meilleur attaquant du club ukrainien. Manquant du temps de jeu pendant qu'il se sent physiquement au point, il est allé en clash avec son entraîneur, indique le journal sportif belge Walfoot. De son côté, Serhij Rebrov reproche au buteur congolais de ne pas s'entraîner de manière intense.

Le président du club de Kiev est intervenu pour calmer les esprits, mais visiblement en vain. En effet, l'ancien joueur du TP Mazembe formé à Belor de Kinshasa et passé par Anderlecht, Standard de Liège en Belgique, Monaco en France et Wolfsburg en Allemagne, envisage même de ne pas aller jusqu'à la fin de son contrat. « Ils m'ont cassé moralement, je ne comprends pas pourquoi, moi, le meilleur attaquant du Dynamo, on me met toujours sur le banc. Si je suis en Ukraine, loin de ma femme et de mes enfants, c'est pour jouer. Je vois que les journalistes et les supporters me demandent pourquoi je joue si peu ces derniers temps. Ceux qui ne m'ont plus vu depuis longtemps sur un terrain pourraient se demander si je suis en état de jouer, si j'ai envie de jouer. Mais les choses ne se présentent pas ainsi. Croyez-moi, moi-même je ne comprends pas pourquoi je ne joue pas. Et je me pose moi aussi la question. Je peux jouer et j'ai envie de jouer. À cause de cette situation, j'ai pris ma décision. Je pense que je ne veux plus rester ici. Je dois penser à mon avenir. Avoir du temps de jeu est très important pour moi. Je ne veux pas perdre ma forme », a déclaré Mbokani à la presse. Et il affiche son désir de rejoindre la Premier League anglaise.

Alors que Mbokani broie du noir à Kiev, le colosse avant-centre Junior Kabananga Kalonji (26 ans) du Cercle de



Dieumerci Mbokani souvent sur le banc et en manque du temps de jeu à Dynamo Kiev

Bruges est condamné par la Commission des litiges de l'Union belge de football à trois matchs de suspension et à une amende de mille deux cents euros. Les griefs retenus contre l'ancien joueur du FC MK de Kinshasa passé par Anderlecht, Beerschot, SV Roulers en Belgique concernent un tacle dangereux sur Daniel Mosjov lors du match perdu le 17 avril par le Cercle de Bruges face à Lierse (0-2). Kabananga s'en était sorti avec un carton jaune. Mais après avoir visionné les images TV, la Commission des litiges a alourdi la sanction contre l'attaquant international congolais. « Il y a une erreur évidente de la part de l'arbitre. Les images montrent clairement que Kabananga ne fait aucun effort pour éviter la jambe gauche de Mojssov, et a donc mis l'intégrité physique du joueur en danger », a-t-on soutenu du côté de la Commission des litiges. Rappelons que Junior Kabananga a été au centre d'un scandale qui a éclaboussé Anderlecht qui n'aurait pas respecté les procédures de transfert lors de l'acquisition du joueur au FC MK en 2010.

Quant à la sanction de l'Union Belge, elle intervient alors que Cercles de Bruges est officiellement reléguée en deuxième division belge. Si le joueur reste en Belgique, il va purger la sanction et manquera les trois premiers matchs de la saison prochaine. Selon le journal belge Het Laatste Nieuws, des clubs en Belgique et ailleurs en Europe s'intéressent à lui, parmi lesquels Zulte Waregem (D1 Belge), FC Astana (champion du Kazakhstan et qualifié pour le deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions d'Europe).

M.E.

ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES

L'Afrique, un marché à haut potentiel

Le constat a été fait à l'occasion de la conférence sur la technologie mondiale organisée par DHL à Dubaï à la fin du mois d'avril.

Les experts ont prédit, à cette occasion, une forte croissance continue du secteur technologique dans toute l'Afrique. Placée sur le thème « Connecting Markets, Trends & People » (Connecter les marchés, les tendances et les personnes), la conférence a accueilli quelque trois cents délégués. Les sujets abordés portaient sur les dernières tendances, innovations et solutions qui ont une incidence sur la chaîne d'approvisionnement technologique, l'accent ayant été placé sur le Moyen-Orient et l'Afrique en tant que régions-clés d'intérêt à fort potentiel de croissance.

La séance plénière intitulée « Rise of Africa » (L'essor de l'Afrique) ainsi que différents ateliers ont exploré le potentiel du continent africain et les attentes à son égard s'accompagnant des discussions sur le meilleur moyen d'affronter les défis ainsi que les barrières commerciales existants et d'exploiter la croissance. Parmi les orateurs du jour figurait notamment Ashish Thakkar, fondateur et PDG du Groupe Mara. Sa présentation était intitulée « Inspiring Africa: Capturing Chances » (Une inspiration venue d'Afrique : Saisir ses chances.)

Les experts prédisent une forte croissance continue du secteur technologique dans toute l'Afrique, grâce à des entrepreneurs avertis qui sont à l'avant-garde du commerce électronique et des paiements mobiles, et à des segments technologiques tels que les téléphones portables, dont le rythme de croissance demeure soutenu.

Deux tendances dans le secteur de la technologie

Rob Siegers, président, département de la technologie mondiale auprès de DHL, a déclaré : « Le secteur de la technologie est un secteur hautement dynamique et le rythme du changement est rapide. Nous distinguons actuellement deux tendances : d'une part la progression des nouvelles technologies, telles que l'« Internet des objets », les méga données, l'informatique en nuage et d'autres tendances qui transforment les modèles d'activité au fur et à mesure que les entreprises technologiques tentent d'améliorer leurs produits en les assortissant de services ; d'autre part l'intérêt accru à exploiter la croissance des pays émergents. Alors que la croissance ralentit sur certains marchés traditionnels, les pays émergents gagnent en importance pour les entreprises technologiques et, aux yeux d'un grand nombre de nos clients, l'Afrique est devenue particulièrement intéressante. » D'après les estimations, l'utilisation d'Internet sur les téléphones portables sera multipliée par vingt au cours des cinq prochaines années en Afrique, ce qui correspond au double du taux de croissance enregistré dans le reste du monde. Les délégués présents à la conférence sur la technologie mondiale de DHL ont appris à connaître les préférences des consommateurs africains, qui privilégient par exemple le paiement des détaillants par téléphone portable plutôt qu'au comptant et qui témoignent d'un intérêt croissant pour les appareils mobiles à prix abordables, favorisé par le développement rapide de la classe moyenne.

Patrick Ndungidi

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Gabriel Zambila échange avec les habitants du 1^{er} arrondissement de Pointe-Noire

Cette cérémonie qui s'inscrit dans le cadre des rencontres citoyennes centrées sur le débat de la constitution du 20 janvier 2002 a eu lieu samedi 9 mai à l'Institut Technique Thomas Sankara entre le sénateur Gabriel Zambila, les habitants et les différents chefs de quartiers du premier arrondissement Emery Patrice Lumumba.

Expliquant ainsi le sens de la dite rencontre Gabriel Zambila a d'abord rappelé à ses interlocuteurs le rôle d'un sénateur conformément à la constitution congolaise. « *En plus de sa fonction législative, celle qui consiste à voter les lois de la République, le sénateur est aussi un représentant des collectivités territoriales, il est modérateur et conseil de la nation. En cette dernière qualité, il a le devoir d'apporter sa sagesse à tous les problèmes qui peuvent se poser dans le fonctionnement de la République. Ainsi confor-*

mément à l'évolution de l'actualité politique en cours en République du Congo, le moment est donc la bienvenue pour ne pas rester à l'écart face au débat autour de la constitution du 20 janvier 2002 qui passionne actuellement l'ensemble de la classe politique congolaise », a-t-il dit.

Il a ainsi avancé les différentes raisons qui selon lui militent pour le changement de la constitution du 20 janvier 2002, Gabriel Zambila a dit que celle-ci était adoptée après les périodes de violences vécues par le Congo en vue de refaire le fonctionnement des institutions de la République. « *Un pays ne peut pas se doter d'un texte immuable, l'usage que les congolais ont fait de la constitution du 20 janvier 2002 a permis de constater certaines faiblesses de celle-ci, notamment l'absence de la motion de censure ou de défiance permettant aux parlementaires*



Vue de la tribune lors de la cérémonie

de mettre en garde ou rappeler à l'ordre les membres du gouvernement ou de l'exécutif, les âges fixés pour permettre aux congolais d'accéder à certaines fonctions de responsabilité au niveau de l'Etat et autres. Ainsi dans ces circonstances, il est nécessaire pour le peuple de s'exprimer librement au moment venu sur cette question, cela s'appelle la souveraineté

du peuple », a signifié l'orateur. Il a aussi rappelé les libertés d'opinions et le devoir civique qui reviennent à chaque congolais. Pour lui il est du devoir de chaque citoyen congolais d'exprimer librement son opinion à chaque fois qu'une élection pourra être organisée car le fait de s'abstenir face à un vote ou une élection empêchera à l'opinion nationale et internationale

de savoir clairement les points de vue des uns et des autres.

Pour leur part Monekene Odilon, Mabilia Facre, et Ngoyi Emmanuel des quartiers 112, 133, et 114 ont expliqué, qu'outre des problèmes politiques actuels, le gouvernement devrait s'occuper plus des conditions de vie de sa population. Ils ont ainsi souligné certaines questions liées à l'emploi des jeunes, les retards dans le paiement des arriérés des pensions de retraite des fonctionnaires, les coûts élevés des produits médicaux et des soins en République du Congo, les difficultés de transport dans les différentes villes et autres.

Soulignons que le sénateur était accompagné d'Alphonsine Ibeyabo et de Bilson Placide Ndinga respectivement députée de Lumumba 2 et président du Parti congolais du travail (PCT) du premier arrondissement de Pointe-Noire.

Séverin Ibara

VIE ASSOCIATIVE

L'Alliance des associations de la mouvance présidentielle se dévoile

L'Alliance des associations de la mouvance présidentielle (A.A.M.P) a été présentée au public, lors de l'assemblée générale tenue le 9 mai en présence de Guy Edmond Loemba et Jean Dieudonné Madassou, respectivement président d'honneur et président national de cette alliance.

En effet la déclaration de cette alliance, exhorte l'ensemble de la classe politique congolaise à proscrire l'hésitation politique car la vertu cardinale consiste à doter le Congo des nouvelles institutions dont la participation de chaque congolais y est conviée. Cette déclaration demande aussi au président de la République, Denis Sassou N'Guesso à re-



Tribune officielle de la cérémonie/Photo Adiac

courir à la volonté du souverain primaire en vue d'un référendum sur le débat autour de la constitution du 20 janvier 2002. De même qu'il exprime pour sa part sa volonté de réviser totalement cette constitution afin de doter le pays d'une armature institutionnelle réaliste, commune à tous les compartiments nationaux.

Prenant ainsi acte de la déclaration des membres de l'A.A.M.P, Guy Edmond Loemba a dans son discours d'orientation indiqué que la sortie officielle de cette structure devra apporter sa pierre à l'édifice sociopolitique du Congo. « *Tout membre de l'alliance doit agir vis-à-vis de chaque citoyen d'une façon juste et droite en lui rendant tous les offices que réclament la justice et l'amour du prochain en vous conduisant envers autrui comme vous voudriez qu'il se conduise envers*

vous », a-t-il déclaré.

L'orateur a aussi demandé aux membres de son association de ne jamais encourager toute action susceptible de troubler l'ordre public. « *Vous ne devriez pas accepter d'être enrôlés dans des mouvements macabres, ne céder pas aux ap-*

pels des sirènes de toute sorte qui veulent vous engager dans des entreprises sortides tendant à troubler l'ordre public et social en vous demandant de sortir dans la rue », a-t-il poursuivi.

Parlant des valeurs de l'unité nationale et de la démocratie, il s'est exprimé en ces termes : « *L'unité nationale passe par la consolidation de la paix retrouvée grâce à la dextérité d'un homme à savoir Denis Sassou N'Guesso. La démocratie véritable veut aussi qu'on redonne au souverain primaire, le peuple dans sa plénitude la possibilité de choisir le cadre institutionnel qui lui convient* ».

Soulignons que cette activité était aussi marquée par la présentation d'une motion de soutien au président de la République Denis Sassou N'Guesso.

S.I.

KOUILOU

Le livre était à l'honneur à Madingo-Kayes

Le 23 avril, l'humanité a célébré la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur. Au Kouilou, c'est le 09 mai, à Madingo-Kayes, que cette journée a été commémorée.

Avec 175 millions d'adolescents dans le monde dont une majorité de filles et de jeunes femmes restent incapables de lire et d'écrire une seule phrase, les livres, sous toutes leurs formes, demeurent un moyen efficace pour faire baisser la fourchette d'analphabétisme. « *Nous devons redoubler d'efforts afin de promouvoir le livre, le stylo, l'ordinateur, ainsi que toutes les formes de lecture et d'écriture, pour lutter contre l'analphabétisme et la pauvreté, construire des sociétés durables et renforcer les fondements de la paix* », disait Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur.

C'est dans ce sens que la direction départementale du livre et de la lecture publique du Kouilou a organisé cette activité

afin de promouvoir la lecture dans le milieu des jeunes et de montrer à la population du Kouilou, la position centrale et prépondérante qu'occupe, le livre dans le processus de l'édification individuelle et partant de l'émergence de la nation. Dans son mot de circonstance, Guy Serge Mayeko a rappelé que, malgré les progrès constatés dans le domaine de la télévision et de l'internet, le livre demeure l'outil majeur d'acquisition de la connaissance à travers le temps. « *La lecture forme l'esprit et une personne qui ne sait pas lire est considérée comme déjà morte* », a-t-il dit. En effet, cette journée a permis aux élèves de Madingo-Kayes de faire connaissance avec certaines personnalités du domaine littéraire, notamment Nzénzé Kinouani

Kalis auteur du livre « *Mourir sans voir Paris est un péché* », un livre qui a attiré l'attention de l'auditoire après la lecture de quelques passages par son auteur, Brice Moutima avec le livre « *Le fruit du singe* » ainsi que Chardin Kala, avec le livre « *Ellégies du Mayombe, compassion 4 mars 2012* ».

Rappelons que cette journée a été célébrée sous le signe de l'épanouissement par le livre et la protection des œuvres des jeunes écrivains. Elle a notamment permis à la direction départementale du livre et de la lecture publique de primer les lauréats du concours de poésie Bitsono, organisé pour l'année 2014 en milieu professionnel de l'économie forestière.

Le premier prix est revenu à Lucie Élisabeth, le deuxième à Gaston Ngassiki Okondza (directeur départemental des eaux et forêts Kouilou) et le troisième à Mireille Valérie. Pour cette année 2015, le concours de poésie Bitsono, sera organisé dans le milieu de l'administration pré-



Photo de famille : crédits photos «ADIAC»

fectorale, élargie aux administrations des sous-préfets et communautés urbaines. Cette journée a connu la présence de Joseph Ona Sondjo, conseiller politique du préfet, Jean Charles Ondonda, administrateur-maire de Madingo-Kayes et Guy Serge Mayeko, directeur départemental du livre et de la lecture publique au Kouilou.

Hugues Prosper Mabonzo

AFROBASKET 2015

Pas de wild card pour le Congo

La Fiba Afrique a publié, mercredi, le nom des trois pays retenus pour bénéficier des « wild card », synonyme de repêchage et de qualification pour l'Afrobasket 2015. Le Congo n'en fera malheureusement pas partie. Grosse désillusion pour les amoureux du ballon orange.

Les Diables rouges n'auront pas de 19 au 30 août.



Présents en 2013, les Diables rouges n'iront pas en Tunisie, pays hôte de l'Afrobasket 2015 (DR)

L'occasion de disputer leur deuxième Afrobasket consécutif, et leur compte reste bloqué à 7 participations (1968, 1975, 1980, 1981, 1985, 2009 et 2013). Le Bureau Central de la Fiba Afrique a e effet annoncé, ce mercredi, les trois équipes choisies pour compléter le plateau de l'Afrobasket 2015, qui aura lieu en Tunisie

Le Sénégal, quintuple champion d'Afrique, est assez logiquement retenu. La Centrafrique, seule et unique équipe d'Afrique Centrale, hors Angola, à avoir remporté la compétition (1974 et 1987) fait également partie des heureux élus. Comme l'Algérie, dont le meilleur résultat se limite à une médaille



Le public congolais n'aura pas l'occasion de découvrir, Dwight Hardy, l'Américain naturalisé congolais de Trabzonspor (DR)

d'argent en 2001. Les trois invités de dernière minute connaîtront le groupe qu'il leur sera attribué le 9 mai. L'absence du Congo est un vrai coup d'arrêt pour les Diables rouges et leur staff technique qui avaient initié un retour au premier plan, en 2013, avec le renfort des joueurs de la diaspora (Oniangé, Moupégnou, Kris Morlende). Mais la dynamique n'a pu être entretenue lors du tournoi

qualificatif, en février dernier. Lors du tour qualificatif au Cameroun, après le forfait de la RDC, huit des quatorze joueurs n'ont pas été qualifiés, les démarches administratives n'ayant pas été effectuées par la Fédération, selon le staff technique. Jean-Michel Mipoka, rompu aux joutes de Pro A, n'avait donc pu honorer ses premières sélections. Et avec seulement six joueurs, les Diables rouges n'ont pas pesé lourd face aux Camerounais (69-81 puis 68-80). Une qualification à l'Afrobasket aurait donné l'occasion au staff de relancer Nobel Boungou Colo, dont l'horizon en Bleu s'est assombri. Et de faire venir CJ Wallace (Le Mans) et Dwight Hardy (Trabzonspor), deux Américains naturalisés, Loïc Akono (Boulogne-sur-Mer), Mérédis Houmounou (Boulazac) ou encore Paccelis Morlende, qui aurait rejoint son frère Kris dans le staff. Las, ce n'est pas demain la veille que l'on verra le Congo aligner une pourtant prometteuse équipe : Akono-Hardy (ou Houmounou)-Oniangué (ou Mipoka)-Boungou Colo-Wallace. Avec de tels éléments, les Diables rouges seraient passés du statut d'invité à celui de favori à la victoire finale.

Camille Delourme

COUPE D'AFRIQUE DES VAINQUEURS DE COUPE DE HANDBALL

Les derniers réglages des représentants congolais avant Libreville

Lancé le 9 mai, le tournoi amical ne pourrait retrouver sa dimension internationale que si l'un des clubs angolais, attendu à Brazzaville y participe.

Les dames de Petro Athletico et Progresso sont passées par Brazzaville ce lundi avant de rejoindre Libreville au Gabon où elles participeront du 15 au 24 mai avec les quatre clubs congolais, à la 31e Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupes. Les dirigeants de la Fédération congolaise de handball (Fécohand) ne cachent pas leur volonté de miser beaucoup sur la compétition de Libreville pour mieux jauger le niveau des athlètes susceptibles d'intégrer les équipes nationales (homme et dame) pendant les 11e Jeux africains que Brazzaville aura le privilège d'organiser en 2015. La Fécohand a en effet, initié ce tournoi pour permettre à ses représentants notamment l'Interclub et Diables noirs chez les messieurs puis Abo sport et l'Etoile du Congo chez les dames de mieux fourbir leurs armes avant de poser leurs valises à Libreville. L'annonce du passage des équipes angolaises pourrait être considérée comme une bonne nouvelle dans cette phase de préparation. Pour ne pas manquer cette occasion, les organisateurs de la compétition ont déjà programmé pour ce mardi un match amical international qui mettra aux prises l'Etoile du Congo à Petro Athletico. Le club angolais joue la super coupe d'Afrique contre Primeiro de Agosto, l'autre club

d'Angola. « Nous avons voulu jouer deux ou trois matches avant d'aller à la compétition. Nous attendons l'arrivée de Petro Athletico et progresso qui passeront par Brazzaville pour avoir une idée sur l'équipe type. Là nous sommes en train d'utiliser tout le monde pour jauger

quel les forces s'annulent. Les deux équipes ont fait jeu égal 37 partout. Au delà du résultat, l'entraîneur d'Abo sport a relevé les faiblesses de son équipe. « Nous devons corriger la finition avant le voyage. On ne peut pas se retrouver devant la gardienne et de ne pas marquer.



Le match très engagé et très disputé entre l'Etoile du Congo et Abo sport (Photo Adiac)

leur niveau mais à partir du prochain match, nous allons passer à une étape importante celle qui nous permettra de garder un effectif pour jouer le résultat », a souligné Patrice Pahapa pour le compte de l'Etoile du Congo. « Mais avant la réception des Angolaises, l'Etoile du Congo et Abo sport ont livré un match très engagé au terme du-

Nous devons aussi recorriger le dispositif défensif parce que c'est le plus important avant d'aller en attaque », a estimé Jean François Malonga. Chez les hommes, les deux matches livrés par l'Interclub face aux Diables noirs, se sont soldés à l'avantage des Diablotins. (25-26 à l'ouverture puis 20-31, le 10 mai)

Notons que dans la compétition de Libreville, les Congolaises d'Abo sport sont logées dans le groupe A avec pour adversaires, Progresso d'Angola, TKC du Cameroun, Héritage de la RDC et Phoenix du Gabon. L'Etoile du Congo est placée dans le groupe opposé avec Fap du Cameroun, Primeiro de Agosto d'Angola, Saltic du Sénégal et Africa sport de la Côte d'Ivoire. Chez les mes-

sieurs, l'Interclub aura un défi à relever face au Club africain de Tunis, Al Ahly d'Egypte, JSK de la RDC, Fanz du Cameroun puis Stade Mandji du Gabon. Les Diables noirs déferont dans le groupe B, l'Espérance de Tunis, le Fap du Cameroun, Scorpion de la RDC, Flowers du Bénin, JSM du Gabon.

James Golden Eloué

BASKETBAL

Les résultats des Congolais de la diaspora en France (Pro)

Pro A, 31^e journée

Limoges remporte son duel face au Mans (89-83). Avec 13 points (5/10 aux tirs et 3/5 aux lancer-francs), 3 rebonds, 1 contre défavorable, 2 passes décisives, 1 interception, 2 fautes commises pour 5 subies et +11 d'évaluation en 24 minutes, Nobel Boungou Colo rend une copie correcte. Irrésistible le week-end dernier, C.J Wallace a cumulé 6 points, 6 rebonds, 1 passe décisive, 1 perte de balle, 3 fautes commises pour 2 subies et +9 d'évaluation en 28 minutes.

Le Paris-Levallois s'impose, après deux défaites, face à Chalons-Reims (87-66). Giovan Oniangué a joué 18 minutes pour un bon bilan : 10 points, 2 rebonds, 3 passes décisives, 1 interception, 1 perte de balle, 3 fautes commises pour 4 subies et +13 d'évaluation.

Rouen chute à Chalon-sur-Saône (82-94). Jean-Michel Mipoka a joué 29 minutes pur 11 points, 8 rebonds, 3 passes décisives, 1 interception, 5 passes décisives, 3 fautes commises pour 4 subies et +11 d'évaluation.

Après huit défaites consécutives, Boulogne-sur-Mer remporte enfin un succès et pas le moindre, puisque le club de Loïc Akono s'adjuge le derby du Nord à Gravelines (80-66). Avec 2 points, 2 rebonds, 4 passes décisives, 1 perte de balle, 2 fautes commises et +4 d'évaluation en 17 minutes, le meneur franco-congolais a eu un apport très limité.

Avec 20 succès et 11 revers, Limoges est 3^e, mais ne compte plus qu'une victoire d'avance sur Le Havre.

Malgré son revers du jour, Le Mans reste 8^e (16V et 15 D), mais ne devance le Paris-Levallois, 9^e, qu'à la différence de points (-18 contre -50).

Rouen (12V-19D) a assuré son maintien, tandis que Boulogne-sur-Mer retournera en Pro B à l'issue de la saison.

Pro B, 31^e journée

Courte victoire de Nantes sur Charleville-Mézières (99-98). Aligné dans le 5 de départ, Paccelis Morlende cumule 6 points, 1 rebond, 1 bloc défensif, 4 passes décisives, 1 interception, 5 fautes commises pour 1 subie et +12 d'évaluation en 19 minutes.

Karl-David Nkounkou a joué 8 minutes pour 2 points, 2 rebonds, 1 passe décisive, 1 faute commise pour 1 subie et +5 d'évaluation.

Roanne l'emporte à Provence (79-75) avec 13 points, 5 rebonds, 1 passe décisive, 5 pertes de balle, 2 fautes commises pour 2 subies et +5 d'évaluation en 29 minutes.

Avec 19 victoires, Nantes est 5^e, suivi de près par Roanne (18 victoires et 13 défaites).

C.D.